

**DCAF** Le Centre pour la  
gouvernance du secteur  
de la sécurité, Genève  
**20<sup>ÈME</sup> ANNIVERSAIRE**

# 2020 RAPPORT ANNUEL

20 ANNÉES CONSACRÉES AU RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ  
DES CITOYENS AU MOYEN DE SERVICES DE SÉCURITÉ ET DE  
JUSTICE EFFICACES ET RESPONSABLES

---



## Merci

Merci à nos principaux bailleurs de fonds et généreux donateurs sans lesquels le DCAF ne pourrait accomplir sa mission.



# Avant-propos



C'est avec une grande fierté que le DCAF a célébré son 20<sup>e</sup> anniversaire en 2020. Créé à l'initiative du gouvernement suisse en 2000, l'organisation avait pour mandat initial de contribuer à la stabilisation de la paix au sortir de la guerre froide et des conflits des Balkans qui avaient marqué les années 1990, et durant les transitions démocratiques en Europe centrale et orientale. À l'époque, le contrôle démocratique des forces armées et de sécurité était considéré comme la clé de voûte d'une paix et d'une stabilité durables.

Aujourd'hui, le mandat a évolué vers une vision plus large de la gouvernance et de la réforme du secteur de la sécurité (GSS/RSS) qui englobe un large éventail de parties prenantes aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du secteur de la sécurité. Ce qui demeure inchangé en revanche, c'est la conviction que l'instauration de services de sécurité efficaces et responsables constitue l'un des piliers essentiels de la paix et du développement durables.

L'année écoulée a été éprouvante pour l'ensemble de nos partenaires dans le monde. Ils ont été mobilisés pour aider les gouvernements à tenter de gérer et d'atténuer l'impact de la pandémie de COVID-19. Cette crise sanitaire a causé des souffrances indicibles et mis les systèmes de santé publique et les institutions de sécurité à très rude épreuve. Dans certains cas, cette mise sous pression a fait apparaître d'importants besoins en matière de capacités, de politiques et de gouvernance.

Nous avons redoublé d'efforts pour répondre à l'évolution des besoins de nos partenaires nationaux et internationaux, dans le but non seulement de faire face à la pandémie mais aussi de remédier à ses conséquences, par exemple l'augmentation des violences basées sur le genre. De Belgrade à Bogotá, de Niamey à Naypyidaw, et de Tunis à Tegucigalpa, je tiens à remercier nos partenaires pour la confiance qu'ils nous témoignent. Je tiens également à exprimer ma fierté envers les collaborateurs du DCAF à Genève et dans nos 13 bureaux à travers le monde pour leur travail sans relâche et leur engagement indéfectible. Ils ont redoublé d'efforts pour soutenir nos partenaires et relevé le défi avec brio.

En novembre 2020, notre Conseil de fondation a approuvé la Stratégie 2020-2024 du DCAF, laquelle fixe notre cap pour les cinq prochaines années avec ambition et détermination. Poursuivant sur notre lancée, et conformément aux quatre grands objectifs de notre stratégie, nous nous emploierons à insister sur l'importance de la gouvernance démocratique pour faire face aux enjeux sécuritaires actuels et naissants, à renforcer la GSS/RSS dans les zones en situation de fragilité ou de conflit et à faire en sorte que les politiques et les pratiques internationales intègrent davantage la GSS/RSS. Notre quatrième objectif consiste à adapter l'organisation pour qu'elle s'acquitte plus efficacement de sa mission. À cet effet, nous avons d'ores et déjà entrepris d'élaborer une approche bien plus systématique en ce qui concerne la gestion des connaissances et l'apprentissage organisationnel.

Forts de 20 ans d'expérience pratique, nous restons animés par une volonté d'innovation et d'amélioration constantes et nous sommes résolus à asseoir notre réputation d'éminents spécialistes en GSS/RSS à l'échelle mondiale. Pour découvrir plus en détails nos actions et résultats en 2020, n'hésitez pas à consulter également notre Rapport d'exécution 2020 sur le site [www.dcaf.ch](http://www.dcaf.ch).

Ambassadeur Thomas Guerber  
Directeur du DCAF

# TABLE DES MATIÈRES

---

Notre mission - 6

Notre réponse face à la Covid-19 - 8

Le DCAF : 20 ans d'existence - 10

---

## 11 Appui aux partenaires nationaux

Afrique subsaharienne - 12

Moyen-Orient et Afrique du Nord - 16

Europe et Asie centrale - 20

Amérique latine et Caraïbes - 22

Asie-Pacifique - 26

---

## 31 Aide aux acteurs internationaux

Partenaires bilatéraux - 34

Partenaires multilatéraux - 38

---

## 43 Contribuer à l'élaboration d'une stratégie internationale

Politiques et recherche - 44

Genre et sécurité - 48

Secteur privé et sécurité - 52

---

## 56 Ressources et gouvernance

---

**20** années  
d'existence



**210** employés

**55%** de femmes

**33%** dans des  
bureaux de  
terrain

**13**

bureaux  
de terrain



**32** Millions

de budget  
en 2020



Notre présence  
en ligne :



Plus de

**20000**

followers

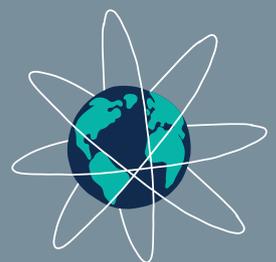


**60**

**États membres**  
plus le Canton de Genève

Le DCAF soutient des  
projets et dispense des  
conseils et des avis spécialisés  
à des partenaires nationaux  
et internationaux dans plus de

**80** pays



# Le DCAF œuvre au renforcement de la sécurité des citoyens au moyen de services de sécurité et de justice efficaces et responsables.

## Nos principes

### Contrôle démocratique

Nous considérons que l'état de droit est un élément essentiel de la bonne gouvernance.

### Droits de l'homme

Ils sont au cœur de notre action, au même titre que l'égalité des genres.

### Appropriation locale

Les besoins de nos partenaires et des populations demeurent notre première préoccupation.

### Impartialité

Nous défendons la démocratie, sans prendre parti sur le plan politique.

Depuis 20 ans, le DCAF met à profit son savoir-faire et ses connaissances pour améliorer la gouvernance des secteurs de la sécurité partout dans le monde, au moyen de réformes participatives soucieuses de n'exclure aucune partie prenante et fondées sur les normes internationales et les bonnes pratiques.

## Nos activités

### APPUI AUX PARTENAIRES NATIONAUX

Nous aidons les partenaires nationaux à élaborer et mettre en œuvre des réformes au niveau local dans le but de renforcer l'efficacité et la responsabilisation en matière de prestation de services de sécurité et de justice.

### AIDE AUX ACTEURS INTERNATIONAUX

Nous aidons les pays donateurs et les organisations multilatérales partenaires à élaborer et mettre en œuvre leurs politiques et programmes d'appui à la GSS/RSS.

### AIDE À L'ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE INTERNATIONALE

Nous contribuons à l'élaboration de normes, règles et bonnes pratiques en matière de GSS/RSS.

## Notre vision de la paix et du développement durable

La gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité constituent à nos yeux des piliers essentiels de la paix et du développement durable. Le DCAF appuie la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), en particulier celle de l'ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces) de la manière suivante :

En faisant de la gouvernance et de la réforme du secteur de la sécurité un outil majeur pour la réalisation de l'ODD 16.

En élaborant des directives propres à l'ODD 16 visant à aider les États dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

En mettant à disposition les résultats de travaux de recherche inédits sur les liens étroits entre sécurité et développement durable.

## Notre expertise

Nous offrons notre expertise en matière d'élaboration de stratégies, de conception et de gestion de programmes, de suivi et d'évaluation, d'aide à la coordination et de compréhension des rouages politiques liés aux processus de GSS/RSS.



Contrôle parlementaire



Genre et sécurité



Réforme de la police et des services de maintien de l'ordre



Réforme et développement de l'intégrité du secteur de la défense



Gestion des frontières



Réforme du secteur de la justice



Gestion des services de renseignement



Organes de contrôle indépendants



Secteur privé et sécurité



Société civile et contrôle du secteur de la sécurité



Crise sanitaire



Cybersécurité



Changements climatiques

## Nos partenaires

Nous sommes fiers d'être reconnu comme un partenaire de confiance et d'avoir instauré des partenariats à long terme avec des acteurs nationaux et internationaux, des organes de contrôle et des organisations de la société civile travaillant dans le domaine de la gouvernance et de la réforme du secteur de la sécurité.



Organisations multilatérales



Ministères



Parlements



Services de police



Secteur privé



Société civile



Institutions de médiation



Agences de développement



Médias



Forces armées



Police aux frontières



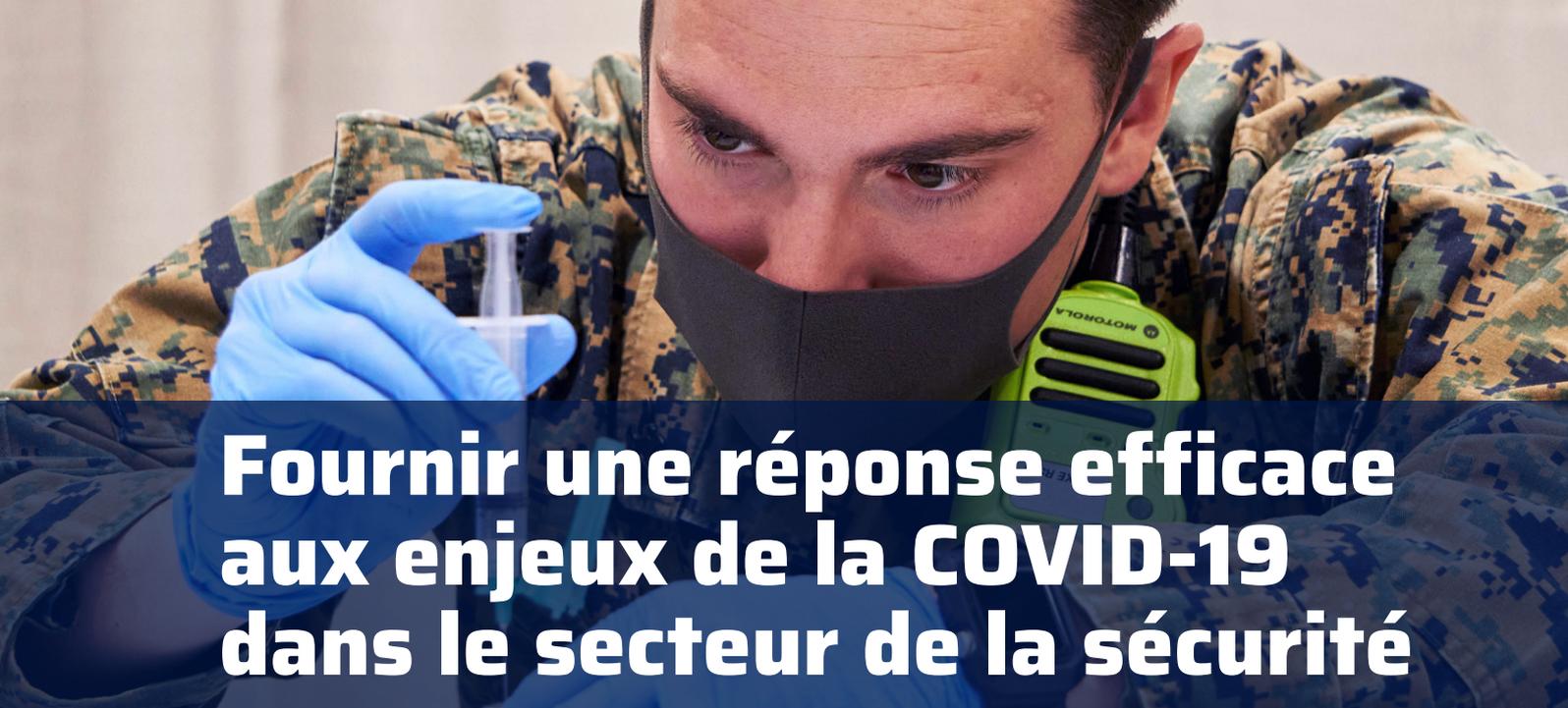
Services du renseignement



Justice



Monde universitaire



# Fournir une réponse efficace aux enjeux de la COVID-19 dans le secteur de la sécurité



En 2020, les partenaires du DCAF ont fait face à un contexte difficile et inédit. Partout dans le monde, les institutions et le personnel de sécurité ont joué un rôle clé pour

atténuer les effets dévastateurs de la pandémie de COVID-19 sur le plan humain. Tandis que les gouvernements s'efforçaient de formuler des mesures pour combattre et contenir la pandémie, ils ont fait appel à des prestataires de services de sécurité qui ont dû élargir leur domaine d'action habituel et endosser de nouvelles responsabilités. Fortes de leurs solides compétences en gestion de crise, logistique et soutien sanitaire, les institutions de sécurité ont été sollicitées pour mettre en place des mesures d'intervention, ce qui a mis les forces de sécurité en contact plus étroit qu'à l'accoutumée avec les communautés locales. Ce rapprochement ne va pas sans risque, et il souligne l'importance de la confiance des citoyens. De fait, pour être efficaces, les forces de sécurité doivent impérativement bénéficier de la confiance de la population, répondre à l'ensemble de ses besoins en matière de sécurité, et être tenus responsables par les organes de contrôle.

La pandémie a mis au jour et aggravé les insuffisances des systèmes de justice et de sécurité et, dans certains cas, a mis en évidence la nécessité d'entreprendre des réformes. Dès le début de la pandémie, nous avons répondu aux nouveaux besoins de nos partenaires, tout en recensant les possibilités d'accroître la résilience et la collaboration entre les institutions de sécurité, d'autres organismes publics et la société civile. Ceci est fondamental pour que les secteurs de la justice et de la sécurité continuent à faire preuve de responsabilité et d'efficacité à l'heure où les besoins augmentent et où les populations vulnérables sont particulièrement exposées.

## CONTRÔLE ET RESPONSABILITÉ



Nous avons organisé un colloque international sur les liens entre l'ODD 16 et la GSS/RSS, plus spécifiquement axé sur la pandémie de COVID-19, au cours duquel des parlementaires du monde entier ont discuté

des défis à relever pour assurer un contrôle efficace durant cette période. Lors d'un autre forum international mis en place par le DCAF, des institutions nationales de défense des droits de l'homme, des institutions de médiation et des commissaires parlementaires de plus de 40 États se sont réunis pour partager leur expérience et les bonnes pratiques sur le contrôle des forces armées déployées en période de COVID-19. Dans le cadre d'un projet en cours auprès des médias du Mali, le programme de formation a été mis à jour de manière à traiter du rôle du secteur de la sécurité en temps de crise. Au Liban et en Palestine, l'action en faveur du contrôle du secteur de la sécurité a été recentrée sur la modification du cadre juridique régissant l'état d'urgence et sur l'élaboration de recommandations à l'intention des forces de l'ordre sur le respect des obligations relatives aux droits de l'homme. En Guinée, nous avons collaboré avec des groupes de la société civile et des agents de sécurité privée pour empêcher la propagation du virus et utiliser des pratiques en matière de sécurité respectueuses des droits de l'homme. Au Kenya, en raison de restrictions de déplacement et autres entravant la surveillance des services de sécurité privée, nous avons organisé des visioconférences avec des journalistes et contacté des radios communautaires ainsi que d'autres médias pour mieux faire connaître le cadre juridique existant. Au Maroc, nous avons soutenu la mise en place de l'application de traçage de la COVID-19 dans le respect du cadre légal et des droits fondamentaux en matière de protection des données. En Tunisie, nous avons organisé des webinaires à l'intention de parlementaires sur les meilleures pratiques internationales relatives au contrôle du secteur de la sécurité en période de crise sanitaire.

POUR EN SAVOIR PLUS, CONSULTER LES CHAPITRES :

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD - PAGE 16

AIDE À L'ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE INTERNATIONALE - PAGE 43

SECTEUR PRIVÉ ET SÉCURITÉ - PAGE 52

“ Il convient de féliciter le DCAF pour avoir pris l’initiative très opportune de se pencher sur le rôle du secteur de la sécurité dans la gestion des répercussions colossales de la pandémie de COVID-19 tout en continuant à promouvoir résolument le respect des normes démocratiques internationales et des droits de l’homme. ”

Mely Caballero-Anthony, Professeur de relations internationales, Singapour

## RÉFORME DE LA POLICE ET DES SERVICES DE MAINTIEN DE L'ORDRE



Nous avons compilé les meilleures pratiques et directives des opérations de police qui ont fait jour dans le monde et partagé nos connaissances avec nos partenaires. Dans les Balkans de l'Ouest, nous avons élaboré, en collaboration avec la police, une procédure opérationnelle normalisée pour mieux lutter contre la pandémie de COVID-19 et renforcer la sécurité des agents dans l'exercice de leurs fonctions. Au Honduras et au Maroc, nous avons soumis des recommandations de mesures policières pour faire face à certaines situations particulières, par exemple l'augmentation de la violence domestique. Au Niger, nous avons aidé les services d'inspection interne à définir une méthode de surveillance des activités d'intervention tandis qu'au Myanmar, nous formions des parlementaires et leurs assistants aux fonctions de contrôle du parlement dans le cadre de la pandémie de COVID-19. Au Nigeria, nous avons conçu des modules en ligne sur les droits de l'homme qui sont en cours d'intégration dans le programme de formation de l'École nationale de police.

POUR EN SAVOIR PLUS, CONSULTER LES CHAPITRES:

EUROPE ET ASIE CENTRALE - PAGE 20

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES - PAGE 24

ASIE-PACIFIQUE - PAGE 28

## MESURES POLITIQUES



Dans le cadre de notre analyse continue des répercussions et des évolutions en matière de GSS/RSS, nous avons publié une étude et des recommandations à l'intention des donateurs expliquant comment fournir un soutien approprié lorsque l'état d'urgence est appliqué et réduire les risques de catastrophes. Nous avons également publié une note d'information rendant compte de l'incidence substantielle de la COVID-19 sur la gouvernance du secteur de la sécurité. Pour ce faire, nous avons passé en revue et comparé les mesures prises sur le plan des politiques et des interventions, et étudié de quelle manière atténuer les effets de la crise sanitaire, tout en offrant de meilleurs services de sécurité aux citoyens, aux populations et aux États. Au Maroc, nous avons mené à bien une analyse unique et approfondie des mesures de lutte contre la COVID-19 mises en place par les pouvoirs publics et présenté une série de recommandations en matière de réforme des politiques.

POUR EN SAVOIR PLUS, CONSULTER LES CHAPITRES:

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD - PAGE 16

AIDE À L'ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE INTERNATIONALE - PAGE 43

## GENRE



Pour souligner l'importance de la prise en compte des dimensions du genre dans les mesures prises par les secteurs de la justice et de la sécurité pour lutter contre la pandémie, nous avons coorganisé un webinaire réunissant des experts du monde entier afin de comparer les expériences des uns et des autres. Au Honduras et en Colombie, nous avons formulé des recommandations à l'intention de la police nationale sur la manière de faire face à l'augmentation des violences basées sur le genre du fait de la pandémie. Au Maroc, nous avons étudié les effets de la pandémie sur le genre et les conséquences pour les institutions du secteur de la sécurité. Nous avons partagé nos conclusions avec des groupes de la société civile pour les soutenir dans leur demande d'obtention de moyens supplémentaires, afin de permettre au secteur de la sécurité de mieux lutter contre les violences basées sur le genre. Dans la région Asie-Pacifique, nous avons organisé un webinaire avec des partenaires locaux sur le thème des violences basées sur le genre et de l'accès à la justice pendant la pandémie de COVID-19.

POUR EN SAVOIR PLUS, CONSULTER LES CHAPITRES:

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES - PAGE 24

GENRE ET SÉCURITÉ - PAGE 48

## COOPÉRATION ET PARTAGE DE CONNAISSANCES



Nous avons organisé une série de webinaires pour faciliter l'échange d'expérience et la coopération transfrontalière entre forces de police de l'Union européenne et des Balkans de l'Ouest. Nous avons notamment favorisé l'échange d'expériences sur la crise sanitaire entre un large éventail d'acteurs du secteur de la sécurité au sein de nos réseaux régionaux sur la GSS de la région Asie-Pacifique et entre eux. Cela a permis de recueillir des informations en vue d'une analyse approfondie et de la formulation de recommandations de réformes fondées sur des données probantes. Nous avons également facilité le partage d'expérience entre les États donateurs et les organisations multilatérales qui appuient la bonne gouvernance des institutions de justice et de sécurité en période de COVID-19. Enfin, en Tunisie et au Maroc, nous avons comparé et discuté les retours d'expériences sur les moyens de garantir l'intégrité et de prévenir les risques de corruption en temps de crise.

POUR EN SAVOIR PLUS, CONSULTER LES CHAPITRES:

EUROPE ET ASIE CENTRALE - PAGE 20

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES - PAGE 24

ASIE-PACIFIQUE - PAGE 28



# Le DCAF : 20 ans d'existence

## 20 ans à œuvrer pour la paix et le développement durables

En octobre 2000, lors d'une cérémonie organisée à Genève, le Président de la Confédération suisse, Adolf Ogi et les représentants de 22 autres États et du Canton de Genève signaient l'Acte constitutif du DCAF et formaient ainsi le premier Conseil de fondation du DCAF.

Au cours des années qui ont suivi, nous sommes devenus une organisation de renommée mondiale pour son expertise unique en matière de gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité. Aujourd'hui, le Conseil de fondation du DCAF réunit des représentants de près de 60 États et du Canton de Genève. Alliant solides capacités opérationnelles, présence sur le terrain et influence d'un groupe de réflexion reconnu dans le monde entier, le DCAF compte 210 collaborateurs et 13 bureaux extérieurs et intervient dans plus de 80 pays à travers le monde.

En 2020, nous avons célébré ses 20 ans au service de politiques et de pratiques innovantes. 20 ans à soutenir et renforcer la bonne gouvernance du secteur de la sécurité. 20 ans à contribuer à poser les bases d'une paix et d'un développement durables.



Signature de l'Acte constitutif du DCAF à Genève en 2000.  
Photo : DCAF

Nous exprimons toute notre reconnaissance à nos donateurs et partenaires pour la confiance qu'ils nous témoignent année après année.

Cette année, nous avons choisi de mettre en lumière quelques-uns de nos nombreux partenaires pour leur contribution remarquable à la réforme et à la bonne gouvernance du secteur de la sécurité dans leurs pays respectifs. Pour découvrir leur parcours, reportez-vous aux pages 32, 42 et 56.

“ Ces deux dernières décennies, le DCAF s'est imposé comme un acteur majeur de grand renom dans le domaine de la gouvernance et de la réforme du secteur de la sécurité. ”

Tatiana Valovaya, Directrice générale de l'Office des Nations Unies à Genève



# Appui aux partenaires nationaux

2020 aura été une année particulièrement éprouvante pour les partenaires nationaux du DCAF. Confrontés aux incertitudes et aux difficultés provoquées par la pandémie de COVID-19, ils n'ont eu de cesse de freiner sa propagation et d'atténuer son incidence. Dans ce contexte, nous nous sommes employés à répondre à leurs nouveaux besoins liés à la crise sanitaire, tout en continuant d'élaborer et de mettre en œuvre des réformes participatives et soucieuses de n'exclure aucune partie prenante afin de renforcer l'efficacité et la responsabilisation des mesures de sécurité.

---





# Afrique subsaharienne

En 2020, nous avons consolidé notre approche et notre présence opérationnelle en Afrique de l'Est avec l'ouverture d'un bureau à Addis-Abeba. Un nouvel accord a été signé avec l'Allemagne afin de soutenir la réforme du secteur de la défense en Gambie, et un programme a été élaboré en vue d'une mise en œuvre conjointe avec la Suisse pour renforcer la prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest.

## Vue d'ensemble de la région

En 2020, près de la moitié des pays d'Afrique ont été classés très fragiles en termes de gouvernance de leur secteur de la sécurité. Outre des problèmes de sécurité qui se prolongent et s'aggravent dans la région du Sahel et un conflit en Éthiopie qui pourrait avoir des répercussions au niveau régional, plusieurs pays d'Afrique subsaharienne ont été classés à probabilité élevée de conflit interne, notamment le Soudan, le Mali et le Burkina Faso. Dans ce contexte, le DCAF a apporté un soutien à moyen et long terme aux acteurs locaux, nationaux et régionaux afin de favoriser la mise en place d'institutions de sécurité efficaces et responsables aussi bien envers l'État qu'envers ses citoyens.





Réunion entre le ministre des Forces armées béninoises, des experts du DCAF, le Consul suisse et des représentants du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sur le thème de la participation des forces de défense et de sécurité d'États d'Afrique centrale et de l'Ouest à la prévention de l'extrémisme violent. Photo : Anne Moltes

## LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE

### Recueil de données de référence en vue de la réforme



#### AFRIQUE DE L'OUEST/RÉGION DU SAHEL

Nous avons réalisé une étude sur la gouvernance du secteur de la sécurité au Burkina Faso, au Mali et au Niger, à travers le soutien du Réseau africain du secteur de la sécurité. L'objectif était d'évaluer les connaissances de nos principaux partenaires quant aux cadres juridique, doctrinal et politique régissant la GSS/RSS par rapport au cadre politique de la GSS/RSS de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cette étude a été menée auprès de membres des forces de défense et de sécurité, de parlementaires, de fonctionnaires, de membres d'organisations de la société civile et de journalistes. Les recommandations étayeront la création de nouveaux modules de formation sur la GSS/RSS au Sahel et serviront de base de référence pour suivre les progrès réalisés au niveau de la législation nationale, des politiques et des pratiques au Niger, au Mali et au Burkina Faso.

**Avec le soutien financier du Danemark**

### Faciliter la coopération sur les politiques de sécurité nationale



#### AFRIQUE DE L'OUEST/RÉGION DU SAHEL

Dans le cadre des projets mis en œuvre au Burkina Faso et au Niger, le DCAF a permis à une délégation nigérienne du Centre national d'études stratégiques et de sécurité de visiter le Secrétariat général de la défense nationale du Burkina Faso afin d'échanger de bonnes pratiques en matière d'élaboration de politiques de sécurité nationale. La délégation a pu s'entretenir avec des partenaires clés de différents ministères, des membres de la société civile et des représentants du Centre national d'études stratégiques et de sécurité. Cette rencontre a abouti à un accord de partenariat qui contribuera à renforcer la coopération entre les deux centres d'études et la cohérence des stratégies nationales de lutte contre l'insécurité au Sahel.

**Avec le soutien financier du Danemark et de l'Allemagne**

## Prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest



### AFRIQUE DE L'OUEST/RÉGION DU SAHEL

Dans le cadre de l'initiative relative aux « Conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent », nous avons mis en œuvre un projet en collaboration avec le Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse et le Centre des hautes études de défense et de sécurité du Sénégal. Ce projet vise à créer une base de données comparant les cadres conceptuels, politiques, législatifs, idéologiques et opérationnels existants en matière de prévention de l'extrémisme violent. Il vise également à promouvoir la participation des Forces de défense et de sécurité (FDS) d'Afrique de l'Ouest et centrale à la prévention de l'extrémisme violent. Nous avons facilité les échanges entre des représentants de haut niveau des FDS et des représentants d'État en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Sénégal, au Togo et au Bénin. Ces échanges ont été l'occasion d'expliquer comment les FDS pouvaient renforcer leur engagement et leurs capacités, et assurer un suivi adéquat du cadre favorisant leur participation aux activités de prévention de l'extrémisme violent.

**Avec le soutien financier de la Suisse et des Pays-Bas**

## Cerner les besoins de sécurité et les attentes de la population



### MALI

A la demande du DCAF, la Harvard Humanitarian Initiative (HHI) a mené une étude sur les besoins et les priorités en matière de sécurité tels que perçus par la population et sur les relations entre les citoyens et la police. Des membres de forces de sécurité aux niveaux local et national, des représentants de la société civile et des membres de la population ont pris part à l'étude. Celle-ci a notamment mis en lumière la nécessité d'un rapprochement entre les forces de sécurité et la population, l'effet délétère de l'impunité sur la confiance des citoyens, et différents facteurs compromettant la continuité de services de sécurité fondamentaux. Une délégation composée de représentants de la HHI et du DCAF s'est rendue à Bamako pour présenter les résultats de l'étude à son partenaire stratégique, le ministère de la Sécurité, discuter des conclusions de l'étude et les valider auprès de responsables des forces de sécurité intérieure.

**Avec le soutien financier des Pays-Bas**

Formation à Niamey, Niger. Photo : Abdul Kader



## Soutenir la réforme de la police fédérale



### ÉTHIOPIE

En 2020, le DCAF a établi un bureau à Addis-Abeba et lancé un programme sur 18 mois destiné à conseiller et former les officiers de police fédérale et à renforcer les capacités de contrôle de la police du ministère de la Paix, des parlementaires et de groupes de la société civile. Ce programme est principalement axé sur les politiques publiques et le leadership, le contrôle interne, la gestion des enquêtes, le commandement et la responsabilité dans le cadre d'opérations de maintien de l'ordre, et l'évolution professionnelle. L'objectif est de contribuer à la modernisation et à la professionnalisation de l'institution, de sorte qu'elle puisse répondre de manière appropriée aux besoins de sécurité de la population. Dans le cadre de l'appui en matière de leadership, nous avons mis en place une structure souple d'encadrement et de mentorat, ainsi que des formations à l'intention des officiers supérieurs. Nous avons également entrepris de revoir et de mettre en place un solide système de plaintes pour le compte de la police.

**Avec le soutien financier de l'Union européenne**

## Renforcement de l'État de droit



### GAMBIE

Nous avons soutenu les autorités nationales dans l'élaboration d'une nouvelle législation régissant le Service de renseignement d'État et aidé les Forces armées gambiennes à établir un nouveau cadre juridique énonçant clairement leurs attributions et responsabilités. Nous avons également appuyé la conception et la mise en œuvre d'activités de formation de formateurs, et d'un manuel pratique destiné aux agents de police, afin d'accroître leur capacité à se conformer aux règles et procédures prévues en matière d'arrestation et de détention. Parallèlement, nous avons animé des débats entre les principales parties prenantes sur les liens étroits entre les processus de réforme du secteur de la sécurité et de réforme constitutionnelle.

**Avec le soutien financier de l'Union européenne, de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni**

## Élaboration d'un système innovant de passation des connaissances



### NIGER

Nous appuyons le renforcement des capacités de la Commission Défense et Sécurité (CDS) de l'Assemblée nationale depuis 2017. Un des plus grands défis, à la fin du mandat en 2020, a été d'améliorer les procédures en place pour éviter toute perte de connaissances institutionnelles au moment de la passation entre membres sortants et entrants. Nous avons mis en œuvre des activités spécialement conçues pour permettre aux membres de la Commission de dresser un bilan de leur mandat et avons soutenu

l'élaboration d'un « kit de passation » innovant, rendant compte des enseignements tirés de l'expérience et des difficultés rencontrées par la Commission depuis 2017. Si la Commission dispose désormais des capacités nécessaires pour mesurer les résultats obtenus aussi bien au niveau personnel qu'institutionnel, la mise en place d'une culture d'évaluation et de planification à long terme compte parmi les plus grandes réussites du projet.

**Avec le soutien financier de l'Allemagne**

“ Avant de nous associer au DCAF, le budget de la sécurité ne faisait l'objet d'aucune étude approfondie. Nous n'étions pas en mesure d'interroger les principaux responsables de la sécurité. Grâce au partenariat que nous avons établi avec le DCAF, nous avons appris à améliorer les activités que nous réalisons au sein de la CDS. ”

**Idrissa Maïdagi, Député, Commission Défense et Sécurité, Niger**



# Moyen-Orient et Afrique du Nord

Nous avons poursuivi la mise en œuvre de nos programmes de soutien dans l'ensemble de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), adaptant notre *modus operandi* en fonction des difficultés provoquées par la pandémie de COVID-19. Nous avons également mis en place des activités spécifiques suite à la crise sanitaire, de sorte que les interventions du secteur de la sécurité pour lutter contre la pandémie se fassent de manière responsable et dans le respect des droits de l'homme.

## Vue d'ensemble de la région

Dans la région, le DCAF s'emploie à soutenir les processus de transition démocratique et à favoriser la bonne gouvernance du secteur de la sécurité depuis 2005, et concentre ses actions sur les principaux manques existants en matière de contrôle indépendant, de responsabilisation et de légitimité des prestataires de services de sécurité. C'est d'autant plus le cas dans des pays touchés par des conflits ou dans des contextes sécuritaires hybrides, en Libye ou au Yémen par exemple. La pandémie de COVID-19 a entraîné une aggravation des difficultés socio-économiques et une dégradation des structures de gouvernance dans la région. La bonne gouvernance du secteur de la sécurité reste l'objectif premier de nos programmes, et fort de notre savoir-faire et de notre réputation de partenaire de confiance pour le changement, nous continuons de placer la GSS/RSS tout en haut des priorités politiques.



Une policière rattachée au ministère de l'Intérieur du Gouvernement d'entente nationale (GEN) à Tripoli, Libye. Photo : Nada Harib pour le compte du DCAF

## LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE

### Promotion de l'intégrité des services de sécurité et de justice



#### TERRITOIRES PALESTINIENS OCCUPÉS

La Palestine a signé la Convention des Nations Unies contre la corruption en 2014, laquelle exige la mise en conformité des institutions et politiques nationales avec les normes internationales. L'état d'urgence provoqué par la pandémie de COVID-19 a rendu plus encore plus urgente la nécessité d'assurer un contrôle des mécanismes de plaintes et de vérifier leur accessibilité. Nous avons contribué à rationaliser le système de plaintes pour corruption en renforçant la coopération entre la Commission palestinienne de lutte contre la corruption (PACC) et le service des plaintes du ministère de l'Intérieur et des forces de sécurité. Nous avons également dispensé des formations spécifiques sur l'échange de cadeaux et les conflits d'intérêts, sur la base de manuels développés conjointement par DCAF et PACC.

**Avec le soutien financier de l'Allemagne**

### Renforcement du contrôle par la société civile pendant la pandémie



#### TERRITOIRES PALESTINIENS OCCUPÉS

Le DCAF a contribué au renforcement du contrôle du secteur de la sécurité en s'associant avec de jeunes chercheurs et avec le Masarat, un groupe de réflexion local, afin de faciliter le dialogue sur l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les libertés publiques, ainsi que sur le rôle des prestataires de services de sécurité pendant l'état d'urgence. Pour favoriser l'accès à l'information, nous avons veillé à ce que certains outils comme notre base de données juridiques soient constamment tenus à jour et intègrent la législation d'urgence, à ce que leur utilisation soit encouragée et à ce qu'ils soient accessibles. Nous avons également procuré au ministère de l'Intérieur et au Comité consultatif du genre les outils nécessaires pour élaborer des plans d'intervention d'urgence tenant compte de la dimension de genre afin d'atténuer l'incidence de la crise sur les femmes.

**Avec le soutien financier de l'Allemagne**

## Prévention de la torture



### TERRITOIRES PALESTINIENS OCCUPÉS

En association avec à Al-Haq, une organisation locale de défense des droits de l'homme, nous avons contribué à mieux faire connaître le cadre juridique relatif à la prévention de la torture aux groupes de la société civile, aux médias et aux étudiants. Nous avons ensuite contribué à l'élaboration d'une méthodologie sur la prévention de la torture à l'intention d'Al-Haq et de ses partenaires, à la création d'indicateurs alignés sur les meilleures pratiques internationales et à la préparation aux visites d'inspection de centres de détention. Al-Haq était la seule organisation de la société civile autorisée à mener des visites de contrôle dans les prisons durant la pandémie de COVID-19. Ces activités ont contribué à jeter les bases nécessaires à la création d'un Mécanisme national de prévention de la torture en application du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture.

Funded by Germany

## Renforcement de la gestion des données dans les établissements pénitentiaires



### TUNISIE

Nous avons continué d'aider le Comité général des prisons et de la rééducation à recueillir, produire et diffuser des données fiables, pour améliorer la gouvernance stratégique et la réforme du système pénitentiaire. Au terme de plusieurs réunions de travail sur l'intégration d'un système informatisé de gestion des données organisées en 2020, nous avons recensé, en collaboration avec l'administration pénitentiaire, les besoins précis en matière de logiciels et de spécifications techniques. Un protocole d'entente a été conclu avec le ministère de la Justice en vue notamment de poursuivre les travaux de collecte et d'analyse de données, de revoir le code pénal et de renforcer l'utilisation de preuves médico-légales dans les enquêtes criminelles.

Avec le soutien financier du Fonds d'affectation du DCAF pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord (TFNA)

Membres de l'ONG Al-Haq lors d'une formation organisée par le DCAF sur les stratégies de sensibilisation et les cadres juridiques pour la prévention de la torture. Photo : Al-Haq



## Renforcement de l'intégrité des forces de sécurité



### TUNISIE

Le DCAF a commencé à aider le ministère de l'Intérieur à mettre en œuvre son programme de formation sur deux ans sur le renforcement de la bonne gouvernance et de l'intégrité à l'intention notamment de hauts fonctionnaires. L'objectif général est de renforcer l'intégrité et la responsabilisation des forces de sécurité sous l'autorité du ministère. Au nombre des priorités figurent un cycle de formation sur le renforcement de l'intégrité et la lutte contre la corruption, ainsi que des activités de renforcement des capacités à l'intention d'« ambassadeurs de l'intégrité » nommés au sein du ministère et chargés de promouvoir les bonnes pratiques dans l'ensemble du secteur de la sécurité.

Avec le soutien financier du Fonds d'affectation du DCAF pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord (TFNA)

## Appui à un contrôle efficace de l'usage de la force



### MAROC

Depuis la ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture en 2014, le Maroc s'est résolument engagé en faveur des droits humains et de la prévention de la torture. Dans ce cadre, nous avons appuyé le Parquet général en organisant, à destination des procureurs, une série de webinaires sur l'usage de la force, le contrôle de l'usage de la force, et le respect des droits fondamentaux des personnes privées de liberté.

Avec le soutien financier du Fonds d'affectation du DCAF pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord (TFNA)

## La GSS/RSS au service de la consolidation de la paix



### YÉMEN

Nous avons contribué aux efforts de consolidation de la paix au Yémen grâce à la mise en place d'une plateforme où débattre de la gouvernance et de la réforme du secteur de la sécurité, permettant ainsi aux acteurs yéménites de disposer d'outils supplémentaires pour mettre fin au conflit. Nous avons organisé des séances de dialogue ouvertes à tous sur les dispositions et les garanties en matière de sécurité transitoire et provisoire, et les structures de sécurité à la suite d'un accord de cessez-le-feu. Pour soutenir ces efforts, nous avons demandé que des études soient réalisées sur plusieurs points d'ordre technique et dirigé des activités de renforcement des capacités à l'adresse de personnalités féminines et d'éminents dirigeants de la société civile du Yémen dans le but d'accroître la participation des femmes au volet sécuritaire du processus de paix.

Avec le soutien financier du Canada

## Soutenir les mécanismes indépendants de défense des droits de l'homme



### LIBAN

Disposer d'institutions compétentes en matière de défense des droits de l'homme est indispensable pour protéger et améliorer la sécurité des personnes et garantir un contrôle efficace des forces de sécurité. Pour que les institutions de ce type intègrent les normes et meilleures pratiques internationales, nous avons apporté notre soutien à l'Institut national des droits de l'homme et au Mécanisme national de prévention de la torture du Liban. Grâce à la mise en place de mécanismes de plaintes, et à l'élaboration d'un manuel de procédures sur le traitement des affaires, le DCAF s'est fixé pour objectif de soutenir les efforts à plus long terme de ces deux organismes pour une meilleure reddition de comptes en interne comme en externe.

Avec le soutien financier de l'Allemagne

## Protection des droits de l'homme et prévention de la torture



### LIBAN

En collaboration avec les Forces de sécurité intérieure, nous avons œuvré au renforcement de la protection des droits de l'homme et à la prévention de la torture au moyen de l'élaboration de règles, de procédures opérationnelles et de pratiques normalisées pour la réalisation d'enquêtes criminelles. L'objectif est de les diffuser et de les faire adopter par d'autres organismes de sécurité du pays. Ce faisant, nous nous employons à garantir que les enquêtes criminelles sont effectuées dans le respect des normes et bonnes pratiques internationales.

Avec le soutien financier de la Norvège

## Adaptation de la réforme à des environnements hybrides



### LIBYE

En Libye, dix ans après la révolution de 2011, le secteur de la sécurité est devenu quasi méconnaissable. Cette évolution n'est pas sans conséquences sur les arrangements provisoires en matière de sécurité et sur la GSS/RSS à plus long terme. Pour étudier plus avant ces questions d'actualité, nous avons publié un document de recherche intitulé *Étude des groupes armés en Libye : points de vue sur la réforme du secteur de la sécurité dans un environnement hybride*. Cette publication a reçu un accueil enthousiaste de la part d'universitaires, de praticiens et de responsables gouvernementaux (en Libye comme à l'international). Depuis son lancement en novembre, elle a contribué à déclencher les échanges nécessaires sur l'avenir des efforts de GSS/RSS dans l'environnement sécuritaire hybride qui prévaut actuellement en Libye.

Avec le soutien financier du Fonds d'affectation du DCAF pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord (TFNA)

## Protection du droit à la vie privée pendant la pandémie



### MAROC

Depuis la création en 2019 de la Commission nationale de protection des données personnelles (CNDP), le Maroc a fait des progrès substantiels dans le respect de ses engagements sur le droit à la vie privée. Néanmoins, pour trouver un équilibre entre ce droit et la nécessité pour les entreprises et les institutions de traiter des données personnelles pour mener à bien leurs activités, il convient de terme d'instaurer une culture du respect du droit à la vie privée et à la protection des données à caractère personnel au niveau national. Tandis que le Maroc était frappé de plein fouet par la crise sanitaire, nous avons répondu favorablement à la demande d'assistance technique de la CNDP quant à la conformité de l'application de traçage nationale visant à identifier les personnes porteuses du virus et leurs contacts, dissipant ainsi les inquiétudes concernant la protection des données et l'utilisation abusive de données à des fins de cybersurveillance.

Avec le soutien financier du Fonds d'affectation du DCAF pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord (TFNA)

“ Le DCAF, en coopération avec Al-Haq et sa coalition d'organisations de défense des droits de l'homme, a réussi à mettre au point une méthodologie unifiée pour surveiller et documenter la torture et les mauvais traitements dans le territoire palestinien. Cela permettra de créer une base de données entre les institutions pour documenter les auteurs, les outils utilisés et le mécanisme de suivi de ceux-ci. ”

Ashraf Abu-Hayyeh, Conseiller juridique, Al-Haq



# Europe et Asie centrale

En 2020, nous avons axé nos activités sur la responsabilisation grâce au contrôle exercé par les parlementaires et la société civile, la réforme de la police et de la défense, la gestion des frontières, le contrôle judiciaire du secteur de la sécurité, et le renforcement de la cybersécurité dans les Balkans de l'Ouest. En plus du siège du DCAF à Genève, les bureaux de Ljubljana, Skopje et Kiev, et tout un réseau d'éminents spécialistes participent à la mise en œuvre de projets bilatéraux et multilatéraux.

## Vue d'ensemble de la région

Le DCAF entame sa troisième décennie de présence dans la région des Balkans de l'Ouest, de l'Europe de l'Est, du Caucase du Sud et de l'Asie centrale où il œuvre à soutenir les gouvernements, les parlements, les institutions du système judiciaire et du secteur de la sécurité, la société civile et les organisations de médias en tant que parties prenantes de la réforme et de la bonne gouvernance. Si les pays de cette région présentent une grande diversité en termes de développement politique et social et de ressources économiques, leurs secteurs de la justice et de la sécurité sont confrontés aux mêmes défis. Nous nous attachons à tirer parti de bonnes pratiques recensées dans toute la région sur des questions d'intérêt commun comme la cybersécurité, la sécurité aux frontières ou la lutte contre la pandémie de COVID-19.





Conférence sur la réforme des services de renseignement organisée par le DCAF, Skopje, Macédoine du Nord.  
Photo : Media Information Agency

## LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE

### Protection à l'intention des membres des forces armées



#### LIEUX DIVERS

Le DCAF a travaillé en étroite collaboration avec le ministère de la Défense de la République de Géorgie afin d'élaborer un cadre éthique à l'intention du personnel des services de défense et a coopéré avec le parlement de Moldavie pour fournir un appui juridique dans le domaine de la protection des données personnelles à l'intention des agents du secteur de la sécurité. Nous nous sommes également associés à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN pour examiner les pratiques et les procédures en matière de contrôle parlementaire. Et nous avons réuni d'importantes organisations de la société civile de neuf pays (Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, Kirghizistan, Moldavie, Ouzbékistan, Tadjikistan et Ukraine) pour discuter des efforts visant à renforcer la confiance dans la région. Ils ont aussi débattu du rôle de la société civile dans la protection des droits de l'homme dans les forces armées et du contrôle parlementaire. Dans le prolongement de ces activités, des études qualitatives ont été conjointement réalisées avec le DCAF, pour conforter leurs travaux en la matière.

**Avec le soutien financier de la Suisse et de la Norvège**

### Renforcement du contrôle judiciaire



#### BOSNIE-HERZÉGOVINE

Nous avons aidé les institutions judiciaires à améliorer leur contrôle de l'utilisation des mesures spéciales d'enquête par les services de renseignement et les forces de l'ordre de manière à empêcher d'éventuels abus susceptibles de porter atteinte à la démocratie et en la confiance des citoyens dans l'État. Nous avons également contribué à l'élaboration du *Guide sur les mesures spéciales d'enquête*. Conçu par et à destination des professionnels de la justice de toute la Bosnie-Herzégovine, cet ouvrage servira de guide détaillé des principes, procédures et bonnes pratiques relatifs à l'autorisation du recours à des mesures spéciales d'enquête, par exemple l'interception de communications privées. À ce titre, il favorise la mise en conformité avec les normes européennes sur le plan judiciaire, ce qui se traduit par des enquêtes criminelles menées de manière plus efficace.

**Avec le soutien financier de la Norvège**

## Autoévaluation sur le respect de l'égalité hommes-femmes au sein de la police nationale



### UKRAINE

Une grande cérémonie a été organisée à l'occasion de l'inauguration du bureau de Kiev, qui soutient le renforcement de la capacité de la police nationale à planifier, mettre en œuvre, suivre et réviser de manière plus efficace les procédures et priorités en matière de réforme. Le DCAF a conclu un protocole de coopération avec le ministère de l'Intérieur et la police nationale visant à appuyer la réalisation d'une autoévaluation sur le respect de l'égalité entre les genres au sein des forces de police. L'objectif général est d'intégrer de manière plus concrète la perspective de genre dans les politiques et les pratiques de maintien de l'ordre, dans le but de gagner en efficacité grâce au respect de l'égalité entre les genres.

Avec le soutien financier du Canada

## Renforcement de la coopération et de la lutte contre la pandémie



### LIEUX DIVERS

Dans les Balkans de l'Ouest et en Moldavie, par le biais du Secrétariat de la convention pour la coopération policière en Europe du Sud-Est à Ljubljana, nous avons aidé nos partenaires à lutter contre la criminalité organisée transfrontalière en favorisant une communication et une coopération accrues entre la police et les douanes. Nous avons aidé les services de maintien de l'ordre à réfléchir aux meilleurs moyens de faire face à la pandémie de COVID-19 et proposé des recommandations de mesures destinées à renforcer la sécurité des agents dans l'exercice de leurs fonctions.

Avec le soutien financier de la Norvège et les Parties contractantes de la convention pour la coopération policière en Europe du Sud-Est

## La législation au service de l'amélioration de la gouvernance



### UKRAINE

Nous avons apporté notre appui au parlement ukrainien par le biais du Groupe consultatif international composé de la Mission consultative de l'Union européenne, de l'Ambassade des États-Unis d'Amérique et du Bureau de liaison de l'OTAN. Des experts du DCAF ont examiné le projet de législation sur le secteur de la sécurité, lequel a ensuite été adopté par le parlement. Des consultations auprès de hauts responsables du renseignement et du contrôle parlementaire ont également été organisées pour discuter de l'harmonisation de la législation nationale avec les bonnes pratiques européennes.

Avec le soutien financier de la Suisse et de la Norvège

## Coopération régionale en matière de cybersécurité



### LIEUX DIVERS

Le renforcement de la coopération entre les équipes de toute la région en charge de la cybersécurité s'est poursuivi au moyen de formations et d'échanges facilités entre les Équipes nationales d'intervention d'urgence en matière de sécurité informatique, responsables de la supervision de la protection des réseaux nationaux. Nous avons organisé des formations, exercices et ateliers conjoints permettant aux équipes nationales de se rencontrer et de traiter de problématiques communes à l'ensemble de la région. Grâce à ces échanges techniques entre pairs, une solide relation de confiance s'est instaurée, ce qui s'est traduit par une nouvelle collaboration transfrontalière visant à lutter ensemble contre la cybercriminalité.

Avec le soutien financier du Royaume-Uni et les Pays-bas



Affiche d'information pour informer sur le trafic illicite de biens culturels.

## Renforcement de l'intégrité de la police



### LIEUX DIVERS

Nous avons soutenu les services de maintien de l'ordre et les ministères de l'Intérieur des Balkans de l'Ouest à mettre en œuvre des réformes stratégiques visant à renforcer l'intégrité des institutions et des personnes dans le respect des principes modernes et démocratiques du maintien de l'ordre. Cette approche a permis de systématiser des formations en interne sur l'intégrité de la police, l'égalité des genres et la non-discrimination. Elle a également permis de faciliter des échanges de connaissances entre pays, par exemple pour aider la police nationale albanaise à élaborer son propre Plan sur l'intégrité. Pour le compte de l'École des cadres pour la gestion des frontières, nous avons réuni des cadres moyens et supérieurs chargés de la gestion et du contrôle des frontières pour les États participants et les partenaires de l'OSCE. Dans le cadre de notre soutien, des formations d'experts ont également été dispensées avec une assistance composée à 40% de femmes, soit une moyenne élevée dans le domaine du maintien de l'ordre.

Avec le soutien financier de la Norvège

## Lutte contre la criminalité organisée transfrontalière



### LIEUX DIVERS

Nous avons continué de répondre aux besoins des services de police aux frontières en les aidant notamment à lutter plus efficacement contre la migration clandestine. Élaboré par nos soins, le Programme sur la sécurité aux frontières a fourni des indications et donné des conseils pratiques sur la manière de mener des entretiens avec des migrants en situation irrégulière, la médiation culturelle et les procédures de débriefing visant à recueillir des données et détecter des cas de traite d'êtres humains ou de trafic de migrants et la présence de combattants terroristes étrangers. Nous avons également contribué à remédier au manque de moyens disponibles pour détecter et supprimer le trafic illicite de biens culturels en mettant à la disposition de la police aux frontières des supports de sensibilisation destinés à les aider à mieux cerner les formes les plus courantes de commerce illégal susceptibles d'être liées au terrorisme international.

Avec le soutien financier de la Norvège

## Réforme et contrôle du renseignement



### MACÉDOINE DU NORD

Le DCAF a soutenu l'introduction d'une norme commune concernant le contrôle judiciaire de mesures de surveillance secrète dans le programme de l'École de la magistrature. Dans le cadre d'un processus coordonné au niveau local, un groupe interinstitutionnel de services de contrôle, de renseignement et de maintien de l'ordre a élaboré une « norme minimale commune » pour la réalisation de visites de contrôle du renseignement qui a été adoptée par le parlement. Les travaux de conception d'une pièce blindée et d'un espace de travail protégé à l'intérieur du parlement ont également commencé, ce qui permettra de disposer d'un endroit sûr où examiner des informations classées secrètes. Enfin, un nouveau règlement intérieur a été adopté au parlement, ouvrant la voie à des activités de contrôle d'une efficacité accrue.

Avec le soutien financier des États-Unis d'Amérique, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Suède et de la Suisse

## Renforcement du pouvoir de la société civile



### ZONE DU PARTENARIAT ORIENTAL

Par le biais du consortium du Partenariat pour la paix, nous avons donné aux organisations de la société civile de la zone du Partenariat oriental et de l'Asie centrale les moyens de jouer un rôle plus actif dans le contrôle du secteur de la sécurité et de contribuer à un débat public plus ouvert et éclairé sur les faits nouveaux relatifs au secteur.

Avec le soutien financier de la Suisse

“ À force de persistance et de persévérance, le DCAF a réussi à réunir non seulement tous les partis politiques mais aussi des représentants du secteur civil. Ce fut pour moi un moment décisif dans la perspective de la grande réforme entamée par la suite par le nouveau gouvernement.”

Slavjanka Petrovska, Députée et ancienne Vice-ministre de l'Intérieur, Macédoine du Nord

## Assistance parlementaire



### LIEUX DIVERS

En Arménie, nous avons organisé des échanges entre experts sur le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité et du renseignement et contribué à une étude sur les commissions d'enquête. En collaboration avec l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, nous avons également lancé une étude sur le contrôle parlementaire du renseignement militaire. Dans les Balkans de l'Ouest, nous avons apporté notre soutien à des commissions parlementaires au moyen de connaissances spécialisées sur le renforcement de l'intégrité de la police, la cybersécurité et la gouvernance du renseignement.

Avec le soutien financier de l'Allemagne, de la Norvège et de la Suisse



# Amérique Latine et Caraïbes

En 2020, nous avons appuyé le renforcement des capacités de la Police nationale de Colombie et du Honduras et apporté une solide contribution en matière de contrôle parlementaire et d'usage de la force par les forces de police. Nous avons également renforcé le contrôle du secteur de la sécurité par la société civile et intensifié son action en faveur de l'intégration de la dimension de genre au Honduras et en Colombie.

## Vue d'ensemble de la région

Depuis les années 1980, la région Amérique latine et Caraïbes est en proie à des problèmes sécuritaires complexes, confrontée aussi bien à des catastrophes naturelles qu'à des niveaux élevés de violence, des remises en question de la légitimité d'institutions publiques ou la montée des troubles sociaux. En 2020, les problèmes sécuritaires se sont aggravés sous l'effet des importantes répercussions de la pandémie de COVID-19 sur le plan socioéconomique et en raison de mesures insuffisantes mises en œuvre pour contrer la propagation du virus. En s'appuyant sur une approche pluridisciplinaire, nous nous employons dans cette région à mobiliser des institutions du secteur de la sécurité, des membres de la société civile et des organes de contrôle externes. S'efforcer de mieux cerner les interactions, les objectifs et les besoins de tous ces acteurs a été crucial pour établir un cadre propice à une réforme et une bonne gouvernance du secteur de la sécurité à la fois efficaces et pérennes.



Le Lieutenant-Colonel Lurangeli Franco Rodríguez accompagnée des femmes des communautés rurales de régions touchées par des conflits en Colombie. Photo : Police nationale de Colombie

## LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE

### Renforcement du contrôle communautaire



#### COLOMBIE

En partenariat avec la Fondation pour la liberté de la presse, nous avons lancé un programme sur deux ans visant à développer la capacité des médias et de groupes de la société civile à superviser le secteur de la sécurité. Ce programme encourage la compréhension mutuelle entre les journalistes et la Police nationale de Colombie dans le but de renforcer la protection des droits de dirigeants de la société civile et des médias. Il vise également à améliorer la capacité de dirigeants de communautés locales vivant dans des zones reculées à produire et accéder à des informations grâce à divers moyens de communication, dont les réseaux sociaux. Le projet a commencé brillamment avec la mise en place d'une initiative de communication destinée à des dirigeants locaux d'El Carmen del Atrato (Chocó), la première des sept municipalités auxquelles s'adresse le programme.

**Avec le soutien financier de l'Allemagne**

### Favoriser un maintien de l'ordre respectueux de l'égalité des genres



#### HONDURAS

Nous avons aidé la Police nationale du Honduras à réaliser une autoévaluation sur le genre, avec l'appui de l'Organización Internacional de Desarrollo Social. Nous avons dispensé une formation au groupe d'agents responsables de l'autoévaluation et conçu un nouveau programme de formation à l'intention des agents de police spécialisés dans les affaires de violence domestique. Pour lutter contre la pandémie, nous avons également proposé une série de recommandations visant à éviter que la crise sanitaire n'entraîne une augmentation des cas de violence basée sur le genre, lesquelles ont été acceptées par la Police nationale du Honduras. Le responsable de l'intégration de la perspective de genre au sein de l'institution a salué les effets positifs de ces initiatives lors d'un webinaire sur la lutte contre les violences basées sur le genre pendant la pandémie suivi par un grand nombre de participants.

**Avec le soutien financier de la Suisse**

## Promotion du dialogue sur les besoins des femmes en matière de sécurité



### COLOMBIE

Avec l'appui de notre partenaire local, Corporación de Investigación y Acción Social y Económica, nous avons entamé la deuxième phase d'un projet visant à améliorer le dialogue entre les femmes de milieu rural et la Police nationale colombienne sur des sujets liés à la sécurité. Nous avons organisé des ateliers de renforcement des capacités et des colloques réunissant des femmes de milieu rural et des agents de police, ce qui a contribué à l'instauration d'une relation de confiance mutuelle. Ces échanges ont débouché sur l'élaboration de stratégies globales visant à mieux répondre aux besoins des femmes en matière de sécurité et dont les principaux enseignements ont été à l'origine de l'ouvrage *Favoriser le rapprochement : enseignements tirés de l'expérience de femmes vivant en milieu rural en Colombie*, qui sera officiellement diffusé en 2021.

**Avec le soutien financier de la Norvège**

## Faire mieux connaître les mécanismes de contrôle parlementaire



### COLOMBIE

En association avec l'Université des Andes, nous avons réalisé une étude préliminaire sur la législation et les mécanismes de contrôle du secteur de la sécurité assortie de recommandations visant à améliorer la gouvernance dans le respect des bonnes pratiques au niveau mondial. Cette étude servira de référence en vue de nouvelles mesures. Nous avons publié l'ouvrage intitulé *Contrôle parlementaire et politique du secteur de la sécurité et de la défense en Colombie* à l'occasion d'une table ronde virtuelle organisée en collaboration avec l'École de gouvernance de l'Université des Andes. Avec plus de 300 participants, ce webinaire a touché un vaste public, offrant une excellente tribune pour promouvoir la publication et amener les différentes parties prenantes à s'intéresser à ce sujet.

**Avec le soutien financier du budget ordinaire du DCAF et de l'Université des Andes**



Agents de la Police nationale du Honduras aux côtés de communautés locales pendant la pandémie de COVID-19. Photo : Police nationale du Honduras

## Favoriser un maintien de l'ordre plus respectueux de l'égalité des genres



### COLOMBIE

Avec l'appui de notre partenaire local, Oportunidad Estratégica, nous avons aidé la police nationale à réaliser une version adaptée à leurs besoins de la technique d'autoévaluation sur le genre élaborée par le DCAF. Les résultats de cette évaluation et nos recommandations ont été très bien accueillis par la Police nationale et ont abouti à la création d'un plan d'action détaillé sur la mise en œuvre du Plan de travail spécial sur le genre 2021-2027, un document stratégique fondamental visant à intégrer la dimension de genre dans l'ensemble de l'institution. Au cours du dernier trimestre 2020, nous avons également aidé l'institution à définir les premières étapes de la mise en œuvre du Plan.

**Avec le soutien financier de la Norvège**

## Amélioration de la communication entre la police et la population



### HONDURAS

En 2019, nous avons réalisé un diagnostic institutionnel approfondi du Bureau des affaires disciplinaires, l'organisme de surveillance de la police du Honduras. La direction de l'organisme a accepté plusieurs de nos recommandations, notamment en ce qui concerne la nécessité d'améliorer l'image de cet organisme auprès du public. Dans le prolongement de ce projet, en 2020, nous avons aidé le Bureau à mettre en place une stratégie de communication externe destinée à instaurer une relation de confiance entre la police et la population, laquelle servira de pierre angulaire aux futures opérations de communication auprès de la population locale.

**Avec le soutien financier de la Suisse**

## Étude sur l'usage de la force



### LIEUX DIVERS

Les niveaux de violence déjà élevés dans la région ont encore augmenté pendant la pandémie de COVID-19, entraînant une hausse du nombre de signalements concernant un usage disproportionné de la force, la militarisation du secteur de la sécurité et des violations des droits de l'homme. Après examen de cas d'usage de la force dans certains pays d'Amérique latine et d'Europe, nous avons publié une étude destinée à contribuer au règlement des conflits et à la protection de droits civils tels que la liberté de réunion ou de manifestation pacifique ou les droits de l'homme. Cette étude propose également une nouvelle classification des modèles de recours à la force et fournit des recommandations sur les politiques, les réglementations, la formation et la responsabilisation, ainsi qu'un ensemble de lignes directrices pour la conception de ces modèles une fois la pandémie terminée.

**Avec le soutien financier des Pays-Bas**

## Amélioration de la gestion des foules et des conflits par la police



### CHILI

En collaboration avec la Facilité de l'Union européenne pour la GSS, nous avons commencé à accompagner les efforts déjà mis en place pour renforcer la GSS au Chili. Au moyen d'activités de sensibilisation, de mesures visant à instaurer la confiance et de programmes, les forces de police chiliennes (« Carabineros de Chile ») ont adopté une attitude positive face à une question très sensible au sein des institutions policières : l'usage de la force. Dans le respect des droits de l'homme et des normes internationales, les « Carabineros » s'emploient à améliorer leurs méthodes opérationnelles en matière de gestion des foules, à désamorcer les conflits et à communiquer plus efficacement avec le public en cas de crise. Cette expérience a contribué à l'élaboration d'un cadre visant à aider les organismes de maintien de l'ordre d'autres pays à améliorer leurs pratiques et systèmes s'agissant de l'usage de la force.

**Avec le soutien financier du budget ordinaire du DCAF et de la Facilité de l'Union européenne pour la Gouvernance du Secteur de la Sécurité (GSS)**

## Contrôle de l'usage de la force



### COLOMBIE

Suite à des procédures policières controversées et à la multiplication des émeutes et des manifestations en Colombie, la police nationale a demandé au DCAF de l'aider à renforcer ses contrôles internes sur l'usage de la force dans les opérations de police courantes, les opérations de gestion des foules et les situations nécessitant que les conflits soient désamorçés. Un projet a été mis en œuvre visant à évaluer les protocoles et politiques de maintien de l'ordre en vigueur à l'aune des principes et pratiques de bonne gouvernance internationaux dans le but d'élaborer un plan d'action pour aider l'institution à procéder aux changements nécessaires.

**Avec le soutien financier du budget ordinaire du DCAF**

“ Je représente un groupe important de plus de 6780 membres des Conseils de quartiers de la région de Callao. Ce que j'ai appris au cours du webinaire me sera utile dans mon rôle de Coordinatrice régionale ; mieux informée, je pourrai aussi enseigner aux autres. ”

**Luz Amelia Sánchez, Coordinatrice régionale des Conseils de quartiers de la région de Callao (Pérou) – participante au webinaire « Comment la police en Amérique latine gère-t-elle la violence basée sur le genre pendant la pandémie de COVID-19 »**



# Asie-Pacifique

Nous avons organisé le tout premier Forum sur la GSS de la région Asie-Pacifique, lequel a connu un grand succès avec des participants provenant de 22 pays et territoires réunis en virtuel ; nous avons également élaboré 15 projets sur la GSS/RSS en collaboration avec nos partenaires nationaux et apporté notre soutien à plusieurs groupes de travail nationaux. Enfin, nous avons contribué au renforcement des capacités de plus d'une centaine de personnes travaillant à la réforme de la police du Myanmar, dont des parlementaires, des assistants parlementaires, des militants de la société civile et des policiers.

## **Vue d'ensemble de la région**

Avec plus de la moitié de la population mondiale, la région Asie-Pacifique joue un rôle de plus en plus déterminant dans l'économie, la paix et la sécurité internationales. Dans le même temps, elle est confrontée à toute une série de défis comme la création d'un système de contrôle efficace des institutions de sécurité, la lutte contre les violences basées sur le genre ou la présence accrue des femmes au sein des institutions de sécurité. Depuis 2017, le DCAF s'emploie à promouvoir et à soutenir la mise en place de processus pérennes de GSS/RSS aux niveaux national, sous-régional et régional.



Réunion du Groupe de travail national de la Corée du Sud sur la GSS, Institut d'études nord-coréennes. Photo : DCAF

## LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE

### Premier forum sur la gouvernance du secteur de la sécurité de la région Asie-Pacifique



#### EN LIGNE

Avec des participants venus de 90% des pays et territoires de la région, le premier forum sur la GSS de la région Asie-Pacifique a donné l'occasion à une multitude de parties prenantes de partager des expériences, des bonnes pratiques et des besoins en matière de GSS/RSS. D'une durée de cinq jours, ce forum virtuel portait principalement sur la réponse du secteur de la sécurité à la pandémie de COVID-19 et mettait plus particulièrement l'accent sur l'obligation de rendre compte et l'efficacité des interventions en cas de crise sanitaire. En amont du Forum, nous avons réalisé en collaboration avec nos partenaires du réseau une étude intitulée *La réponse du secteur de la sécurité au COVID-19 dans la région Asie-Pacifique : réflexion sur la crise sanitaire en cours*. Cette étude a servi de document de référence à l'édition 2020 du Forum et sera publiée afin de permettre à un public plus vaste de réfléchir et d'apprendre les dispositions prises par la région Asie-Pacifique pour lutter contre la pandémie.

Avec le soutien financier des Fondations Open Society

“ Avec le soutien du DCAF, nous avons pu construire un solide réseau GSS au niveau national. Cela a accru notre visibilité auprès de la société civile et des institutions gouvernementales. ”

Dr Deepak Prakash Bhatt, membre de la Chambre des représentants du Parlement fédéral du Népal et directeur fondateur, Nepal Center for Security Governance, Népal



## Appui aux groupes de travail nationaux sur la GSS/RSS



### LIEUX DIVERS

Composés d'acteurs au niveau national, les groupes de travail nationaux sur la GSS/RSS se réunissent pour discuter des possibilités de réforme au sein de leurs secteurs respectifs et des obstacles à surmonter. Ils rassemblent aussi bien des organisations de la société civile que des représentants des forces armées, des parlementaires ou encore des universitaires. En 2020, plusieurs propositions très prometteuses sont ressorties de ces groupes de travail ; il s'agit désormais d'obtenir les financements nécessaires pour entamer leur mise en œuvre dès 2021. Citons à titre d'exemple le renforcement des capacités en matière de GSS/RSS dans la marine, la sûreté et la sécurité urbaines, l'amélioration de l'efficacité et de l'intégrité de la police, le renforcement des organes de contrôle, la présence accrue des femmes dans les institutions de sécurité, les campagnes d'information de la population pour faire mieux connaître la GSS/RSS, ou encore l'appui à la révision des politiques de sécurité nationale.

Avec le soutien financier des Fondations Open Society

## Création de réseaux et de partenariats



### LIEUX DIVERS

Dans le cadre de notre projet pluriannuel baptisé « Promotion de la bonne gouvernance du secteur de la sécurité dans la région Asie-Pacifique », nous avons contribué à la création et à l'élargissement d'un vaste réseau de partenaires institutionnels et individuels aux niveaux national et sous-régional. Ce réseau compte aujourd'hui 21 pays et territoires et, grâce aux efforts que nous déployons, il devrait s'étendre aux pays de l'Océanie dès 2021.

Aux côtés de tous ces partenaires, nous nous sommes attachés à recenser les principales difficultés rencontrées, à y remédier, à partager des données d'expérience et à saluer les résultats obtenus dans le cadre des projets sur la GSS/RSS entrepris au niveau national. Les partenaires du réseau ont non seulement pris l'initiative d'organiser des réunions de groupes de travail nationaux et de participer à des forums sous-régionaux organisés en collaboration avec le DCAF mais ils ont aussi entrepris d'échanger régulièrement des idées, de prendre part à des activités de recherche, des séminaires et des manifestations organisées par d'autres partenaires du réseau. De manière générale, ils fonctionnent comme une nouvelle communauté de praticiens et de spécialistes. En 2020, les échanges aux niveaux national et sous-régional sur la crise sanitaire et le rôle des acteurs du secteur de la sécurité ont figuré parmi les questions prioritaires, au même titre que la préparation et les interventions d'urgence face à la pandémie de COVID-19. Travailler en collaboration avec nos partenaires nationaux et sous-régionaux nous permet de répondre de manière plus efficace aux besoins locaux et de garantir une appropriation locale des activités de GSS/RSS et une approche soucieuse de n'exclure aucune partie prenante.

Avec le soutien financier des Fondations Open Society

## Renforcement du contrôle parlementaire



### MYANMAR

En 2020, plus d'une centaine de personnes ont participé à des formations et séminaires proposés par le DCAF, dont une majorité de femmes. Au nombre des activités figuraient de multiples formations de parlementaires et d'assistants parlementaires sur leur rôle de contrôle de la police pendant la pandémie de COVID-19, ainsi que les rôles et responsabilités du secteur de la sécurité au niveau de l'État, ou encore des rencontres avec des organisations de la société civile pour alimenter la réflexion sur la réforme de la législation régissant la police.

Avec le soutien financier de l'Union européenne

“ De la création de notre groupe d'étude en 2007 à aujourd'hui, le DCAF a constamment été à nos côtés : dans tout ce qui touche à la réforme du secteur de la sécurité, il est notre compagnon, notre mentor, notre partenaire de chaque instant. Sûr et fiable, il nous aide à intégrer le programme de RSS. ”

Jennifer Oreta, Directrice, Ateneo Initiative for Southeast Asian Studies, et Professeure adjointe de la Faculté des sciences politiques, Université Ateneo de Manila, Philippines

# Nos valeurs

Les valeurs de DCAF représentent ce que nous défendons. Elles sous-tendent notre vision, façonnent notre culture et guident nos choix aussi bien dans ce que nous faisons que dans la façon dont nous le faisons. Fil rouge de notre action, elles contribuent à modeler un environnement de travail et une culture institutionnelle dont nous voulons être fiers.

## 1 Responsabilité

Nous fixons des objectifs clairs dans la transparence et en toute connaissance de cause. Nous utilisons les ressources de manière efficiente et efficace. Nous assumons la responsabilité de nos décisions, de nos actions et de leurs conséquences.

## 2 Excellence

Nous nous attachons à faire preuve de professionnalisme et à fournir un travail de qualité exceptionnelle. Nous tirons une grande fierté de notre travail et de notre réputation. Nous sommes déterminés à apprendre de nos erreurs et à nous améliorer en permanence.

## 3 Intégration

Nous ne tolérons aucune discrimination ni exclusion. Nous nous préservons des préjugés, sollicitons et favorisons la contribution de chacun. Nous écoutons et apprenons des autres.

## 4 Intégrité

Nous nous engageons à respecter les plus grandes valeurs éthiques. Nous sommes honnêtes, ouverts et impartiaux. Nous nous engageons à dénoncer les comportements répréhensibles et à régler les conflits d'intérêts de manière appropriée.

## 5 Respect

Nous nous comportons avec égard, courtoisie et gentillesse. Nous valorisons et encourageons la diversité. Nous contestons les comportements discourtois et promovons une culture de respect.

# À la rencontre d'Eric et Christine Kajemba

## Faire des communautés un élément central du contrôle du secteur de la sécurité

Après des années en tant que journalistes à informer sur les problèmes de pauvreté, de violence et autres auxquels étaient confrontés les citoyens de la République démocratique du Congo (RDC), Eric et Christine Kajemba ont entrepris de trouver d'autres moyens d'améliorer le quotidien de leurs concitoyens et d'accroître la portée de leurs paroles et de leurs actions.

C'est ainsi qu'en 2003, avec le soutien de quelques amis, le couple décide de créer l'Observatoire Gouvernance et Paix (OGP), un groupe de la société civile s'efforçant de lutter contre la corruption, les violations des droits de l'homme et les conflits liés à l'industrie minière. Ils choisissent d'axer leurs efforts sur cette industrie car elle influe sur les revenus et la qualité de vie de millions de personnes. « L'industrie minière est essentielle à la vie sociale et économique du pays », déclare Eric Kajemba. « En RDC, dans de nombreux endroits, s'il n'y a pas de mine, il n'y a pas de vie ».

“ C'est une erreur de penser que les communautés locales n'ont pas leur mot à dire. Il ressort de notre expérience que tout projet est voué à l'échec si elles sont absentes des débats. ”

Eric Kajemba

Cette industrie fait fortement appel à des sociétés de sécurité privée pour assurer la protection des grands sites miniers. Dans de nombreuses régions, ces forces de sécurité privée jouent un rôle majeur dans la vie des communautés locales aux côtés, et parfois en remplacement, des forces de sécurité publique. Or, en tant qu'entreprises privées, elles ne sont pas soumises aux mêmes mécanismes de contrôle que les forces gouvernementales, ce qui donne lieu à des abus de la part des forces de sécurité et à des plaintes pour violation des droits de l'homme. C'est le cas dans le Sud-Kivu, théâtre en 2020 de plusieurs incidents de ce type près des mines situées dans les régions de Bitale, Kalehe, Twangiza et Mwenga.

### Dialogue et contrôle

Pour remédier à cette situation, le DCAF a aidé l'OGP à créer le Groupe de travail du Sud-Kivu et à réunir autour d'une même table les forces de sécurité publique et



privée, les autorités locales et les habitants pour discuter des cas d'abus ou des différends signalés autour des sites miniers et s'efforcer de résoudre les problèmes avant qu'ils ne deviennent ingérables. Le groupe défend les Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme, lesquels donnent des orientations aux entreprises sur la manière de mener les opérations de sécurité tout en respectant les droits de l'homme.

Le Groupe de travail a joué un rôle déterminant, contribuant à la fois à désamorcer les conflits et à éviter des malentendus susceptibles de déboucher sur des actes de violence. Le DCAF a aidé l'OGP et le Groupe de travail à mettre en place un système de signalement des incidents sur les mines de Twangiza, Nyabibwe et Bitale. Dans certains cas, il a aussi permis de mettre en lumière des violations des droits de l'homme commises par des agents de sécurité, ce qui a entraîné le renvoi des auteurs présumés de ces faits, et donné lieu à des sanctions disciplinaires.

### Recherche de solutions gagnant-gagnant

Les Kajemba jouent un rôle de premier plan dans le Groupe de travail du Sud-Kivu car ils sont convaincus de la valeur d'un dialogue constructif entre les secteurs public et privé, et de l'importance de donner voix au chapitre aux communautés locales. Ils résumant le succès du Groupe de travail et de l'OGP en trois mots : dialogue, neutralité et transparence. Ils œuvrent sans relâche à la recherche de solutions gagnant-gagnant, persuadés que pour mettre en place une solution durable au sein des communautés, il importe que les intérêts de chacun soient représentés.

« La collaboration avec le DCAF a permis de démontrer que des organisations de la société civile avaient le pouvoir de faire participer les secteurs public et privé à un dialogue constructif et de faire reculer les violations des droits de l'homme et les atteintes à la sécurité », affirme Eric Kajemba.

### Les champions du DCAF

À l'occasion des célébrations du 20e anniversaire du DCAF, nous avons décidé de mettre en lumière quelques-uns de nos nombreux partenaires pour leur contribution remarquable à la réforme et à la bonne gouvernance du secteur de la sécurité dans leurs pays respectifs.

A man and a woman, both wearing blue uniforms and caps with the European Union flag, are looking at a document together. They are standing in front of a wall with intricate, colorful geometric tile patterns in shades of yellow, blue, and green. The man is wearing a dark blue cap with the EU flag and a matching polo shirt. The woman is wearing a white shirt under a dark blue vest. They appear to be in a professional setting, possibly a field office or a meeting room.

# Aide aux acteurs internationaux

Nous aidons les acteurs internationaux à accroître l'efficacité et la cohérence de leur soutien aux processus de GSS/RSS engagés et pris en charge au niveau national. Au cours de la pandémie mondiale sans précédent que nous avons traversée, nous avons contribué à la coordination des actions multilatérales mises en œuvre pour soulager les souffrances et réduire les risques liés à l'aggravation des vulnérabilités socioéconomiques.

---



# Partenaires bilatéraux

Nous avons soutenu nos partenaires bilatéraux dans la mise en œuvre et l'évaluation de programmes sur la justice et la sécurité axés entre autres sur l'accès à la justice, l'émancipation légale, les mesures policières et le cadre juridique relatif à la justice pour mineurs. Parmi les projets mis en œuvre en 2020, beaucoup auront encore besoin de notre appui en 2021 pour renforcer le développement de bonnes pratiques internationales.

## Vue d'ensemble

Nous nous attachons à renforcer la capacité individuelle et collective des gouvernements, à améliorer leurs programmes de justice et de sécurité au niveau national et les partenariats stratégiques noués à l'international. Depuis 2008, grâce à un large éventail d'activités, dont, par exemple, un appui en matière de formation et de coordination, nous aidons les États à accroître leur efficacité et la cohérence de leur soutien en qualité de donateurs et de partenaires internationaux à des initiatives de GSS/RSS engagées au niveau national.





Ouvrir le dialogue sur la réforme du secteur de la sécurité au Mali. Photo : DCAF

## LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE

### Élaboration d'une approche gouvernementale globale de la GSS/RSS



#### PAYS-BAS

Conscients qu'une approche intégrée de la sécurité et de l'État de droit contribue à l'instauration d'une paix durable, les Pays-Bas ont demandé en 2019 notre soutien pour élaborer une approche stratégique s'agissant de leurs activités en matière de GSS/RSS. Nous avons réuni différentes instances gouvernementales contribuant à la GSS/RSS afin de promouvoir une compréhension commune et d'étudier les moyens de mettre en œuvre une approche unifiée, cohérente et gouvernementale globale s'agissant des engagements des Pays-Bas dans le domaine de la GSS/RSS. Ces travaux se poursuivront en 2021.

**Mandat confié par les Pays-Bas**

### Amélioration de la coordination entre donateurs



#### AFRIQUE DU NORD

Nous avons réalisé une étude des programmes de GSS/RSS en Algérie, en Égypte, en Libye, au Maroc et en Tunisie, y compris ceux consacrés à l'accès à la justice et à l'autonomisation par le droit. L'étude a également recensé les appuis accordés par les donateurs en faveur de nouvelles thématiques, notamment l'obligation de responsabilité, la prévention de l'extrémisme violent, les migrations ou d'autres défis propres à un contexte donné. L'objectif de l'étude était d'améliorer la coordination et la complémentarité entre donateurs, la mise en adéquation de l'appui avec les stratégies nationales et l'efficacité de l'aide en faveur des projets de GSS/RSS.

**Avec le soutien financier de l'ensemble des donateurs de l'ISSAT**

## Étude des difficultés rencontrées par la jeunesse en matière de justice et de sécurité



### JORDANIE

Nous avons réalisé une étude sur les principales vulnérabilités de la jeunesse en matière de sûreté et de sécurité. Basée sur des recherches documentaires et des entretiens avec des donateurs, des organisations internationales et des praticiens locaux travaillant sur les problèmes de sûreté et de sécurité des jeunes en Jordanie, cette étude de référence permet de mieux cerner les difficultés rencontrées par les jeunes Jordaniens en matière de justice et de sécurité. Elle sera utilisée dans le cadre d'un nouveau programme sur la sécurité inclusive qui pourrait prendre appui sur le programme « Jeunes, paix et sécurité ».

**Mandat confié par le Royaume-Uni**

---

## Appui à une refonte organisationnelle



### FRANCE

En s'appuyant sur les activités menées à bien en 2019, nous avons évalué les progrès réalisés par l'agence publique Expertise France dans le renforcement de son assise stratégique en matière de GSS/RSS. Nous avons également contribué à l'organisation d'un atelier de réflexion stratégique visant à aider l'agence à élaborer sa stratégie opérationnelle concernant le processus de GSS/RSS, et à définir les premières étapes de son cadre de mise en œuvre. Les recommandations du DCAF ont eu une incidence directe sur l'organisation des services de justice et de sécurité de la France, en conséquence de quoi l'opérateur Justice Coopération Internationale a rejoint Expertise France. L'intégration pleine et entière d'Expertise France au sein de l'Agence Française de Développement devrait intervenir en 2021.

**Mandat confié par la France**

---

“ Le DCAF nous a apporté un soutien très concret, pratique et précieux dans la mise en place d'une collaboration utile et durable dans le domaine de l'État de droit et de la sécurité. ”

Linda Gjermani, Responsable de programme, ambassade de Suède, Albanie

## Évaluation de l'efficacité du programme



### MOLDAVIE

Nous avons réalisé une évaluation du Programme de la Suède en soutien à la police de Moldavie. Quatrième d'une série (les trois précédentes ayant porté sur la Serbie, le Liberia et l'Albanie), cette évaluation visait à déterminer si le projet était encore adapté à un contexte en évolution et s'il était sur le point d'obtenir les résultats escomptés. Elle a permis d'établir que le projet continuait d'apporter un soutien crucial à la police de Moldavie dans plusieurs domaines clés dont la police de proximité et les méthodes et tactiques policières de base. À la suite des recommandations du Centre, la Suède a prolongé son programme de soutien à la police de Moldavie.

**Mandat confié par la Suède**

Appui aux activités de l'UE en Gambie au moyen de conseils et de formations à l'intention de partenaires locaux. Photo : DCAF





# Partenaires multilatéraux

En 2020, nous avons soutenu l'action politique visant à renforcer l'appui des organisations multilatérales aux processus de GSS/RSS et à élargir leur coopération de manière à éviter les doublons et à harmoniser les initiatives internationales en matière de GSS/RSS. Au cours de la pandémie mondiale sans précédent que nous avons traversée, nous avons contribué à la coordination des actions multilatérales mises en œuvre pour soulager les souffrances et réduire les risques liés à l'aggravation des vulnérabilités socioéconomiques. Nous nous sommes employés à solutionner les difficultés liées à la gouvernance et à la réforme des secteurs de la justice et de la sécurité en renforçant les stratégies de prévention et d'atténuation et le niveau de préparation.

## Vue d'ensemble

Les organisations multilatérales jouent un rôle crucial dans l'élaboration du programme sur la gouvernance du secteur de la sécurité en proposant des mesures et des orientations et en participant à la mise en œuvre sur le terrain de toute une série d'activités sur la GSS/RSS. Depuis sa création il y a 20 ans, le DCAF travaille en étroite collaboration avec ses partenaires multilatéraux pour apporter un soutien efficace et cohérent aux processus de GSS/RSS engagés au niveau national. La coopération avec les Nations Unies, l'Union européenne, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et l'Union africaine, entre autres, joue un rôle prépondérant en la matière.





Salle des droits de l'homme et de l'alliance des civilisations du Palais des Nations  
Photo : ONU/Jean-Marc Ferré

## LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE

### Appui à l'examen par les Nations Unies de la réforme du secteur de la sécurité



#### NATIONS UNIES

Nous avons publié un document de travail à l'intention du Département des opérations de paix des Nations Unies ; qui résume les conclusions d'un projet de recherche pluriannuel inventoriant et analysant les mandats du Conseil de sécurité et les rapports du Secrétaire général dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité. Ces travaux de recherche ont pour objet de contribuer au processus d'examen officiel plus large de la politique des Nations Unies relative à la réforme du secteur de la défense. Sur la base de ces conclusions, nous avons formulé une série de recommandations à l'adresse des membres du Conseil de sécurité de l'ONU, du personnel du Secrétariat de l'ONU et, de manière plus spécifique, en vue du processus d'examen.

**Avec le soutien financier de la Suisse et du budget ordinaire du DCAF**

### Placer la GSS/RSS dans le contexte de la consolidation de la paix



#### NATIONS UNIES

La Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix et la Suisse ont organisé des consultations en vue de l'examen, en 2020, du dispositif de consolidation de la paix des Nations Unies. Dans le cadre de ces consultations, nous avons organisé une table ronde sur le thème « Mise en œuvre d'activités de prévention au moyen d'une approche de la sécurité axée sur la gouvernance ». Cette manifestation a mis l'accent sur le rôle crucial de la GSS/RSS dans le maintien de la paix et a donné l'occasion de discuter des moyens pour la GSS/RSS de contribuer efficacement à la mise en œuvre des résolutions sur la consolidation de la paix.

**Avec le soutien financier de la Suisse et du budget ordinaire du DCAF**

## Réflexion sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies du futur



### NATIONS UNIES

Le Département des opérations de paix des Nations Unies a lancé un nouveau projet dont le but est d'imaginer à quoi pourraient ressembler, dans le futur, les opérations de maintien de la paix et à proposer une éventuelle réorientation de politiques. Nous avons contribué à cette initiative à l'aide du document intitulé *Réflexion sur le renforcement du rôle des opérations de maintien de la paix dans la consolidation de la paix du point de vue de la réforme du secteur de la sécurité* qui a été présenté lors d'une table ronde réunissant des chercheurs et des fonctionnaires des Nations Unies. Selon ce document, il est essentiel que les opérations de paix intègrent les questions relatives à la GSS/RSS pour atténuer les risques de conflits et s'assurer que la police et les forces armées sont prêtes à remplir efficacement leur rôle de protection de la population.

**Avec le soutien financier de la Suisse et du budget ordinaire du DCAF**

## Étude des Lignes directrices sur la GSS/RSS de l'OSCE



### OSCE

Dans le cadre de notre partenariat de plusieurs années avec l'OSCE, nous avons mené l'étude de la mise en œuvre des Lignes directrices sur la GSS/RSS de l'OSCE et en avons présenté les résultats à l'occasion de la Réunion annuelle des points de contact pour la GSS/RSS. En nous appuyant sur les résultats de cette étude, nous avons animé les échanges qui se sont tenus lors de cette réunion sur l'élaboration d'une édition mise à jour des Lignes directrices pour 2021. Le DCAF apportera son soutien à l'OSCE dans le cadre de ce projet destiné à donner les moyens au personnel de l'OSCE de renforcer l'efficacité et la cohérence de leur appui aux partenaires nationaux dans la mise en œuvre de leurs processus de GSS/RSS.

**Avec le soutien financier de la Suisse et du budget ordinaire du DCAF**

## Amélioration de la transition entre les processus de maintien de la paix et de consolidation de la paix



### NATIONS UNIES

L'ONU procède actuellement à une réforme des processus de transition de ses missions afin d'assurer la pérennité du travail de maintien et de consolidation de la paix réalisé pendant la durée d'une opération de paix. Nous avons appuyé cette réforme au moyen d'une étude conjointe visant à rendre compte des enseignements à tirer du processus de transition lié à l'opération hybride Union africaine - Nations Unies au Darfour. Ce rapport présente une analyse approfondie et factuelle de la valeur ajoutée des Fonctions de liaison entre États et des difficultés rencontrées pour les appliquer vis-à-vis de l'État de droit et des droits de l'homme. Nous avons formulé des recommandations pour éclairer la planification de la mission de suivi au Soudan et améliorer la planification et la mise en œuvre des Fonctions de liaison entre États en général.

**Mandat confié par the l'Union africaine, l'Allemagne, la Slovaquie, la Suisse, le Royaume-Uni et les Nations Unies**

## Réalisation d'une évaluation des besoins en sécurité



### OSCE

Nous avons aidé l'OSCE à réaliser une évaluation complète des besoins du secteur de la sécurité de Bosnie-Herzégovine, en accordant une attention particulière à la gestion intégrée des frontières, à la lutte contre la corruption et à la sécurité publique/police de proximité. Nous avons fourni des conseils méthodologiques et organisé des ateliers pour doter les équipes de l'OSCE chargées de l'évaluation des méthodes et outils nécessaires pour recueillir les informations. Cette évaluation se poursuivra en 2021, année pendant laquelle le DCAF contribuera à l'analyse des données et à la rédaction du rapport.

**Mandat confié par l'OSCE**

“ Nous avons besoin d'organisations comme le DCAF pour favoriser les échanges et les débats entre parties prenantes au niveau national, encourager l'élaboration de solutions innovantes et éclairer les discussions en comparant les données d'expérience provenant d'autres environnements. ”

**Martin Griffiths, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen**

## Appui à une transition pacifique au Yémen



### NATIONS UNIES

Le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen a été créé en 2012 pour permettre la reprise d'une transition politique pacifique, dirigée par les Yéménites et répondant aux besoins et aspirations du peuple yéménite. En 2020, nous avons proposé une assistance technique pour renforcer les compétences en planification de l'équipe du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen en charge de la GSS/RSS. Cette initiative prévoyait la formulation d'options concernant la mise en place d'arrangements de sécurité pendant la période de transition, et mettait l'accent sur le volet de la GSS/RSS consacré au maintien de l'ordre et sur des arrangements en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Elle visait à faire mieux comprendre les principes liés aux bonnes pratiques, des éléments liés au processus et des recommandations d'apprentissage susceptibles d'être adaptés à la situation du Yémen.

Mandat confié par le Royaume-Uni

## Renforcement de la capacité de formation des missions civiles de l'UE



### UNION EUROPÉENNE

Nous avons réalisé une analyse des besoins en formation des missions civiles de Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'Union européenne afin d'accroître l'efficacité de la fonction des conseillers en matière de sécurité et de justice. Cette analyse a également permis de recenser les possibilités d'amélioration en matière de fidélisation et de déploiement des talents. Le rapport final sera communiqué dans le cadre de l'examen complet d'une trentaine de besoins en formation pour les missions de PSDC.

Mandat confié par le Conseil académique exécutif du Collège européen de sécurité et de défense

## Améliorer l'efficacité des conseillers



### FOLKE BERNADOTTE ACADEMY

Posséder des compétences techniques n'est que l'un des atouts indispensables pour faire d'un conseiller un véritable spécialiste en réforme de la police. Tout conseiller international se doit de jouir également de compétences non techniques fondamentales comme la sensibilité à d'autres cultures, l'humilité, la patience et la capacité à adapter les outils disponibles à un contexte particulier. Nous avons mis en place une nouvelle formation virtuelle sur cinq jours destinée aux organismes publics et aux organisations multilatérales pour les doter des informations et des connaissances pratiques qu'il convient de faire acquérir à leurs conseillers spécialisés avant de les détacher à l'étranger pour procurer des conseils sur la réforme de la police.

Mandat confié par la Suède

## Offrir des services d'experts en RSS adaptés



### UNION EUROPÉENNE

Financée par l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP), la Facilité de l'Union européenne pour la Gouvernance du Secteur de la Sécurité a été créée pour aider à la mise en œuvre du Cadre stratégique de l'UE de 2016 visant à soutenir la réforme du secteur de la sécurité. Elle apporte une expertise sur mesure, adaptée aux besoins, pour épauler les délégations de l'UE et les pays partenaires engagés dans la réforme et la transformation de leur secteur de la sécurité. Composé du DCAF, de la Folke Bernadotte Academy et de Justice Coopération Internationale, le Consortium rattaché à la Facilité fournit un large éventail de services d'experts dans des domaines aussi variés que le maintien de l'ordre, la justice, la réforme de la défense, la sécurité humaine, la gouvernance ou encore la lutte contre le terrorisme/la prévention de l'extrémisme violent. En 2020, la Facilité a soutenu différents travaux au Bénin, au Burkina Faso, au Chili, en Jamaïque, au Kirghizstan, au Mali, en RDC et au Tadjikistan.

Avec le soutien financier de la Commission européenne

## Étude de l'approche des Nations Unies en matière de GSS/RSS



### NATIONS UNIES

Nous avons revu et publié un volume d'essais sur l'approche des Nations Unies en matière de GSS/RSS qui aborde les positions de principe des Nations Unies et leur application pratique sur le terrain. Rédigés par des fonctionnaires des Nations Unies et d'autres spécialistes, ces essais décrivent à la fois les défis liés au multilatéralisme appliqué à la GSS/RSS et certains résultats d'opérations obtenus à ce jour par l'ONU. L'ouvrage a été présenté au siège des Nations Unies à New York en présence de représentants d'États membres, des Nations Unies, de l'Union européenne, de l'Union africaine et de la Banque mondiale.

Avec le soutien financier du budget ordinaire du DCAF

“ Le DCAF s'est imposé comme un partenaire majeur de la Genève internationale et comme un soutien de premier plan dans les efforts collectifs déployés pour mettre en œuvre les Objectifs de développement durable. ”

Michael Møller, ancien Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève

# À la rencontre de Teresita Quintos-Deles

## La compréhension mutuelle, base du véritable changement

Teresita Quintos-Deles, également connue sous le nom de « Ging », est une célèbre militante pour la paix, pionnière de la réforme du secteur de la sécurité aux Philippines. « Ce n'est qu'assez tardivement que je me suis engagée en faveur de la réforme du secteur de la sécurité », déclare cette ancienne enseignante devenue militante. En 2003, elle est nommée Conseillère présidentielle pour le processus de paix et est chargée de superviser une multitude de processus de paix entamés à travers tout le pays, notamment le conflit de Mindanao, dans le sud des Philippines, vieux de plusieurs décennies. Elle a occupé ces fonctions de 2003 à 2005, puis de 2010 à 2016.

« En tant que militant pour la paix, votre mission est claire », déclare-t-elle. « Vous ne vous souciez guère de la dynamique réelle des activités sur le terrain ou de son mode de fonctionnement. Vous vous contentez de maintenir vos efforts jusqu'à ce que vous obteniez gain de cause. »

Une fois entrée au gouvernement cependant, après s'être rendue sur des zones de conflit et avoir travaillé aux côtés de l'armée à la mise en place du processus de paix, sa perception des choses a commencé à changer alors qu'elle prenait conscience des efforts à déployer pour instaurer une paix durable.

“ Proposez un projet de réforme capable de puiser dans les sentiments, les aspirations et les rêves du citoyen ordinaire. Et gardez espoir. ”

Teresita Quintos-Deles

### Faire profiter le gouvernement des enseignements du militantisme, et inversement

Au cours du mandat de Mme Quintos-Deles, plusieurs accords de paix sont conclus, et un gros travail a été effectué pour mettre en place des réformes systémiques visant à en assurer le succès. En 2005, elle quitte le gouvernement et devient la cofondatrice du Centre international sur l'innovation, la transformation et l'excellence en matière de gouvernance, un institut de



recherche en politiques et de défense des droits qui œuvre à soutenir les initiatives de réforme démocratique. À ce moment-là, Mme Quintos-Deles est déjà convaincue que la réforme démocratique du secteur de la sécurité est essentielle à une paix durable dans son pays, et que la société civile doit impérativement en faire partie.

Son défi consiste alors à susciter l'intérêt et à renforcer les connaissances d'autres militants, la plupart d'entre eux s'opposant à l'armée par principe. « Pour devenir un défenseur de la paix, » explique-t-elle, « force est de comprendre comment les choses fonctionnent ».

### Allier politique et pratique

Avec le soutien du DCAF, et en partenariat avec la Fondation Friedrich Ebert, Mme Quintos-Deles crée un groupe de travail composé de responsables de la société civile de différents horizons pour leur expliquer le fonctionnement du secteur de la sécurité et les défis liés à la réforme du secteur. Au fil des ans, le groupe de travail sert également à informer et à former des politiciens et même des responsables du secteur de la sécurité.

Grâce à cette première initiative, et celles qui ont suivi dans les années suivantes, Mme Quintos-Deles a joué un rôle déterminant en faisant inscrire la GSS/RSS à l'ordre du jour et en parvenant à l'intégrer pour la toute première fois dans le plan national de sécurité des Philippines. Elle a également contribué à faire des Philippines le premier pays de la région Asie-Pacifique à mettre en œuvre un Plan d'action national sur les femmes, la paix et la sécurité.

Mme Quintos-Deles continue aujourd'hui de travailler aux côtés de jeunes militants qu'elle a aidé à former et auxquels elle sert d'exemple. Elle leur donne les sages conseils suivants : « Proposez un projet de réforme capable de puiser dans les sentiments, les aspirations et les rêves de tout un chacun, » explique-t-elle. « Et gardez espoir ».

### Les champions du DCAF

À l'occasion des célébrations du 20<sup>e</sup> anniversaire du DCAF, nous avons décidé de mettre en lumière quelques-uns de nos nombreux partenaires pour leur contribution remarquable à la réforme et à la bonne gouvernance du secteur de la sécurité dans leurs pays respectifs.



# Contribuer à l'élaboration d'une stratégie internationale

Le DCAF mène des travaux de recherche de pointe dont les résultats en libre accès peuvent servir de cadre factuel et être mis à profit par les acteurs du secteur de la sécurité pour l'adoption de normes et de règles et la création de politiques et de pratiques efficaces en matière de GSS/RSS. En 2020, nous avons étendu nos activités de recherche à la crise sanitaire et à la sécurité afin d'aider nos partenaires multilatéraux à apporter des réponses politiques à la pandémie de COVID-19.

---



# Politiques et recherche

Nous avons contribué à l'élaboration de politiques internationales en produisant et en diffusant des connaissances de pointe destinées à faciliter la formulation de normes, règles et bonnes pratiques relatives à la gouvernance et à la réforme du secteur de la sécurité. Le DCAF a intensifié ses efforts de recherche sur les thématiques classiques liées à la GSS/RSS et étendu ses activités en matière de politiques et de recherche pour traiter de nouvelles préoccupations sécuritaires comme le changement climatique.

## Vue d'ensemble

Depuis plus de 20 ans, le DCAF mène des travaux de recherche empirique et comparée axés sur l'élaboration de politiques sur des thématiques globales ayant trait à la gouvernance et à la réforme du secteur de la sécurité. Nous jouissons désormais d'une renommée internationale pour nos activités de recherche de pointe, lesquelles permettent d'établir une passerelle entre les politiques et la pratique et s'appuient sur l'innovation et les demandes de nos partenaires nationaux et internationaux.





Lancement de l'ouvrage *La réforme des Nations Unies et du secteur de la sécurité : politique et pratique* au siège des Nations Unies à New York. Photo : DCAF

## LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE

### Relier la GSS/RSS à la paix et au développement durable



#### EN LIGNE

Nous avons entamé un projet sur trois ans visant à mettre en avant les liens entre une bonne GSS/RSS et l'Objectif de développement durable 16 (ODD 16). L'ODD 16 cherche à promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques, justes et inclusives et met l'accent sur le rôle crucial joué par la sécurité humaine dans la réalisation des objectifs de développement durable. Nous avons organisé plusieurs manifestations sur ce thème, dont une réunion officielle en marge du Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable, au cours de laquelle des parlementaires du Costa Rica, de Géorgie et du Népal ont discuté des moyens qu'ils mettent en œuvre pour promouvoir la GSS/RSS dans le cadre de l'Agenda 2030 et de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur leur travail. Cette réunion a été l'occasion pour le DCAF de faire connaître les premiers résultats de son étude des rapports communiqués par les États sur la mise en œuvre des ODD et la manière dont le secteur de la sécurité contribue au développement durable.

**Avec le soutien financier des Pays-Bas**

### Appui à une coordination internationale accrue



#### EN LIGNE

En tant qu'une des cinq institutions partenaires de la Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix, nous avons contribué à son événement phare, la Semaine de la paix de Genève, en organisant deux webinaires en ligne sur le lien entre la paix et la GSS/RSS en Colombie, au Mali et au Yémen, et en proposant deux produits numériques sur le rôle des parlements dans la réalisation de l'ODD 16 et sur les migrations et la GSS/RSS. Avec pour thème « Rétablir la confiance après des bouleversements : comment remettre la coopération internationale sur pied ? », cette manifestation sur sept jours visait à proposer des solutions pour restaurer la confiance, à mobiliser les dirigeants et à encourager la coopération internationale pour lutter contre la pandémie de COVID-19. Pour la première fois depuis sa création, la Semaine de la paix de Genève s'est tenue entièrement en ligne, ce qui a permis d'atteindre un plus large public avec plus de 800 inscriptions, le nombre de vues des produits numériques élaborés par le DCAF atteignant 350.

**Avec le soutien financier du budget ordinaire du DCAF**

## Rassemblement des institutions de médiation pour évaluer l'incidence de la pandémie de COVID-19



### EN LIGNE

Nous avons organisé la 12e Conférence internationale des institutions de médiation pour les forces armées, laquelle a réuni plus de 110 représentants d'institutions de médiation venus d'une quarantaine de pays, ainsi que plusieurs organisations et fondations internationales. Des représentants d'institutions de médiation, des commissaires parlementaires, des inspecteurs généraux et divers spécialistes se sont retrouvés pour discuter de l'incidence de la pandémie sur les forces armées et sur les institutions de médiation mandatées pour examiner les plaintes déposées par ou à l'encontre de membres des forces armées. Les participants ont échangé leur expérience et des pratiques optimales sur les stratégies à privilégier pour éliminer les griefs rencontrés et faire preuve d'une plus grande résilience face aux défis extérieurs, notamment en période de pandémie.

**Avec le soutien financier de l'Allemagne, de la Norvège et de l'Autriche**

## Étude de l'incidence du changement climatique sur la GSS/RSS



### EN LIGNE

Le DCAF a entamé un projet sur la GSS/RSS et le changement climatique dans le cadre duquel il étudie les liens qu'ils entretiennent et propose des points d'entrée en matière de programmation nationale et de politique internationale. Ce projet pilote répond à un besoin en termes de connaissances et de politiques sur la manière dont les risques pour la sécurité liés au changement climatique pourraient nuire aux activités des acteurs du secteur de la sécurité et à l'ensemble des processus de GSS/RSS. Nous nous sommes efforcés de conceptualiser ces risques et ces problématiques et les avons rassemblés dans un document de réflexion ; nous avons également participé à la Conférence de Berlin sur le climat et la sécurité et coorganisé le séminaire annuel ONUG-DCAF sur le thème du changement climatique. Au cours de ces deux manifestations, nous avons présenté les résultats de nos recherches préliminaires et avons été invités à rédiger le compte rendu du webinaire ONUG-DCAF, lequel fait des propositions de recommandations pour une bonne GSS/RSS à la lumière des enseignements tirés de l'expérience des acteurs du secteur de la sécurité directement confrontés aux effets du changement climatique.

**Avec le soutien financier du budget ordinaire du DCAF**

Accédez à et téléchargez toutes nos publications gratuites sur [www.dcaf.ch](http://www.dcaf.ch)



## Améliorer la réforme du secteur de la sécurité au moyen d'évaluations plus adaptées



En dépit de l'existence d'un plus grand nombre d'études sur l'efficacité de l'aide internationale aux processus de GSS/RSS mis en place au niveau national, il manque encore de données empiriques sur ce qui fonctionne ou ne fonctionne pas. Pour tenter d'y remédier, nous avons mené une étude comparée des approches et des méthodes utilisées dans le cadre de plus d'une centaine d'évaluations portant sur des processus de GSS/RSS. L'étude montrant que les évaluations sur la GSS/RSS ne visent pas toujours à encourager l'apprentissage, elle formule des recommandations sur la manière d'améliorer les évaluations de manière à en tirer des éléments plus constructifs en vue de l'élaboration de programmes et de politiques.

**Avec le soutien financier de la Folke Bernadotte Academy**

## Partager des connaissances grâce à la série de documents d'information du DCAF sur la GSS/RSS



Le DCAF propose toute une série de documents d'information sur la GSS/RSS classés en deux catégories : les « SSR Papers » et les « SSR Backgrounders ». Les « SSR Papers » consistent en des études empiriques sur des sujets en lien avec la GSS/RSS et s'adressent aux acteurs du secteur de la sécurité et aux chercheurs. Les « SSR Backgrounders » présentent brièvement certains sujets et concepts, ainsi que les principaux termes utilisés. En 2020, nous avons publié un « SSR Backgrounder » intitulé *Les crises sanitaires et le secteur de la sécurité*, et préparé deux nouveaux « SSR Backgrounders » qui seront lancés en 2021 : *Les droits de l'homme et la GSS/RSS*, et *L'ODD 16 et la GSS/RSS*. Deux autres « SSR Papers » sont également en cours d'élaboration, *Relier la gouvernance en matière de migrations et la GSS/RSS* et *Relier l'ODD 16 et la GSS/RSS*, également prévus pour 2021.

**Avec le soutien financier du budget ordinaire du DCAF**

## Étude de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur la GSS/RSS



La pandémie de la COVID-19 a touché l'ensemble du secteur de la sécurité, aussi bien les valeurs et les principes sur lesquels il repose, que les activités des prestataires de services de sécurité et des organes de contrôle, tandis que les gouvernements déployaient des forces de sécurité pour aider à la mise en place des mesures de sécurité et de confinement. Nous avons publié une note d'information sur l'incidence considérable de la pandémie sur la gouvernance du secteur de la sécurité. Nous avons examiné et comparé les mesures prises sur les plans politique et opérationnel et étudié comment atténuer les effets de la pandémie tout en renforçant la sécurité des citoyens, des populations et des États. Pour étendre notre appui, nous avons également publié une série de notes thématiques et de notes consultatives sur l'état d'urgence, la réduction des risques de catastrophe et les interventions d'urgence, et l'accès à la justice et à la sécurité une fois la pandémie terminée.

**Avec le soutien financier du budget ordinaire du DCAF**

## Remédier à la fragilité des États grâce à la GSS/RSS



Nous avons publié un document d'orientation intitulé *À l'interface de la sécurité et du développement : remédier aux situations de fragilité grâce à la bonne gouvernance du secteur de la sécurité* dans le cadre du Sommet du T20 du G20 qui s'est tenu juste avant le Sommet des dirigeants du G20 organisé par l'Arabie saoudite. Ce document faisait valoir que les avancées durablement réalisées en matière de développement étaient souvent réduites à néant par la fragilité des États, et qu'il était possible de remédier à cette situation grâce à une meilleure gouvernance du secteur de la sécurité. Le communiqué final du Sommet comprenait la recommandation du DCAF visant à créer un forum sur la GSS/RSS au sein du G20, ce qui permettrait de redonner sa place à la GSS/RSS en tant qu'élément crucial du développement durable.

**Avec le soutien financier du budget ordinaire du DCAF et de l'ensemble des donateurs de l'ISSAT**

“ Alors que nous pourrions faire appel à des ressources locales pour nous parler des origines, de l'histoire, de la structure et des problèmes rencontrés par les forces de sécurité des Philippines, nous avons besoin du DCAF pour nous donner une vision plus large des contextes, défis, normes et standards émergents, utilisés à travers le monde. ”

Teresita Quintos-Deles, présidente, INCITEGov



# Genre et sécurité

L'égalité entre les genres fait partie des principes fondamentaux du DCAF. En 2020, nous nous sommes efforcés de promouvoir activement ce principe au moyen d'outils spécifiquement consacrés aux questions de genre comme la Boîte à outils sur le genre et la sécurité ou de la méthodologie MOWIP (Mesurer les opportunités pour les femmes dans les opérations de paix), destinée à accroître la participation effective des femmes aux opérations de paix des Nations Unies. Nous avons également intégré la perspective de genre dans nos projets opérationnels, dans le cadre des efforts continus visant à intégrer la prise en compte systématique du genre dans tous nos programmes et projets.

## Vue d'ensemble

Le DCAF a commencé à travailler sur le genre et la sécurité en 2003 en se penchant sur les violences faites aux femmes, la violence sexuelle dans les conflits armés et la traite d'êtres humains. Cinq années plus tard, nous étions reconnus comme l'un des chefs de file sur les questions de genre et de sécurité avec la publication de la Boîte à outils sur la place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité. Élaborée en collaboration avec ONU Femmes et le BIDDH de l'OSCE, cette Boîte à outils a servi de point de départ à toute une série de projets sur le genre et la GSS/RSS. Depuis, le DCAF a solidement assis sa réputation dans le domaine du genre et de la sécurité en offrant une palette de produits de connaissances pratiques, d'activités de promotion de politiques et de moyens d'assistance technique à des acteurs étatiques et non étatiques aux plans national et international.



Entretien entre un membre de la police de proximité de Jordanie formée aux techniques de police de proximité et une femme syrienne du camp de réfugiés de Zaatari, dans le nord de la Jordanie. Photo : Russell Watkins/DFID

## LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE

### Lancement de la Boîte à outils sur le genre et la sécurité



#### EN LIGNE

La Boîte à outils sur le genre et la sécurité se compose de neuf modules et de quatre notes de synthèse destinés à promouvoir l'égalité des genres et à soutenir l'intégration de la perspective de genre dans la gouvernance et la réforme des secteurs de la justice et de la sécurité. Initialement publiée en anglais, elle a été traduite dans son intégralité en arabe, français et espagnol afin d'accroître sa portée. Certains modules ont également été traduits dans d'autres langues. Nous avons encouragé l'utilisation de la Boîte à outils au moyen d'événements en ligne auxquels ont participé des représentants d'États et d'organisations multilatérales internationales ; nous avons également proposé une série de webinaires sur des sujets connexes comme Le genre et le maintien de l'ordre, Le genre et les initiatives de déclaration de la vérité, ou encore Le genre et la pandémie de COVID-19. Pour inciter encore davantage les praticiens à utiliser la Boîte à outils, nous avons élaboré une série de films d'animation de courte durée à employer dans le cadre d'activités de formation, de renforcement des capacités ou de sensibilisation. Disponibles en anglais, arabe, espagnol et français, ils ont été lancés à l'occasion de la commémoration de l'anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité.

**Avec le soutien financier d'ONU Femmes et du Royaume-Uni**

### Défense du principe de tolérance zéro en matière de harcèlement sexuel



#### NIGER

Nous avons élaboré un module de formation à l'intention du personnel et des élèves de l'École nationale de police du Niger afin de promouvoir l'adoption d'une nouvelle politique interne visant à prévenir le harcèlement sexuel au sein de l'École. Cette formation a pour but d'aider l'École à instaurer une culture institutionnelle fondée sur le principe de tolérance zéro dans le cadre de laquelle le signalement d'actes de harcèlement sexuel et l'obligation de rendre compte seraient la norme.

**Avec le soutien financier du Danemark**



## Lever les entraves à la participation des femmes aux opérations de paix des Nations Unies



### VARIOUS LOCATIONS

Nous avons lancé la méthode MOWIP (*Mesurer les opportunités pour les femmes dans les opérations de paix*), élaborée en partenariat avec l'Université de Cornell et des partenaires nationaux de huit pays (Bangladesh, Ghana, Jordanie, Mongolie, Norvège, Sénégal, Uruguay et Zambie). Elle est destinée à aider les pays fournisseurs de contingents et de forces de police à identifier les meilleures pratiques favorisant une participation plus importante des femmes aux opérations de paix des Nations Unies et les facteurs qui les en empêchent. Grâce à une étude de l'incidence d'une dizaine de critères d'ordre structurel et culturel au sein d'une institution donnée, cette méthode permet de formuler des recommandations fondées sur des données factuelles visant à apporter un changement profond et durable. Nous avons mis en place un service d'assistance et aidé l'Université de Cornell à créer un laboratoire pour les institutions de sécurité se préparant à faire l'objet d'une évaluation à l'aide de la méthode MOWIP. Grâce à notre soutien, le Ghana, le Sénégal, l'Uruguay et la Zambie ont tous achevé ou pratiquement achevé leur propre évaluation en 2020.

**Avec le soutien financier du Canada et de la Norvège**

## Lutte contre les violences faites aux femmes



### UKRAINE

Nous avons élaboré un programme de formation sur les violences faites aux femmes en collaboration avec l'ONG La Strada et l'École nationale de la magistrature. Cette formation, qui inclue une partie concernant les nouvelles dispositions sur les délits de violence sexuelle, a été dispensée à un groupe de magistrats qui ont été chargés de la diffuser à leurs homologues dans tout le pays. En partenariat avec La Strada, nous avons également publié un rapport de suivi complet sur les mesures prises en 2019 par le système judiciaire pour lutter contre les violences basées sur le genre, lequel sera intégré dans le nouveau module de formation sur la violence domestique destiné aux magistrats qui sera élaboré en 2021. Le tout premier arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme sur la violence domestique en Ukraine a permis de souligner l'utilité de ces travaux en faisant référence aux résultats d'un précédent rapport d'évaluation du DCAF qui avait servi de point de départ factuel au projet actuel.

**Avec le soutien financier de l'Union européenne**

Des observateurs de l'OSCE patrouillent dans la région de Donetsk, en Ukraine, pour évaluer la situation générale en matière de sécurité. Photo : OSCE/Evgeny Maloletka



“ Nous avons réussi à renforcer la coopération entre nos institutions afin d’accroître la capacité des magistrats à lutter contre le problème des violences sexuelles grâce à l’élaboration et à l’institutionnalisation de ce module thématique. Dans le cadre de cette formation, le DCAF nous a fait bénéficier de son expérience et de son expertise. Cette coopération s’est révélée extrêmement fructueuse et ouvre la voie à la mise en pratique de nouvelles idées et à un approfondissement des travaux. ”

École nationale de la magistrature, Ukraine

### Adoption d’une approche systématique de la perspective de genre



#### TUNISIA

Nous nous sommes engagés à intégrer la perspective de genre de manière stratégique et systématique dans tous nos programmes en Tunisie, en s’appuyant sur le système de marqueurs de la politique d’aide à l’appui de l’égalité des genres mis au point par le Comité d’aide au développement de l’OCDE. Cette attention particulière et plus systématique accordée à la dimension de genre a notamment conduit à l’élaboration d’un programme de coopération spécifique avec le ministère de la Femme, de la Famille et des Personnes Âgées visant à appuyer la mise en œuvre du Plan d’action national sur les femmes, la paix et la sécurité et à promouvoir l’égalité des genres dans le secteur de la sécurité.

**Avec le soutien financier du Fonds d’affectation du DCAF pour l’aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord (TFNA)**

### Étude de l’impact de la pandémie de COVID-19 sur les violences basées sur le genre



#### MAROC

Nous avons mené une étude sur les effets de la pandémie sur le genre et de ses conséquences pour les institutions du secteur de la sécurité. Ces travaux de recherche ont mis en évidence de quelle manière l’apparition de la pandémie et les mesures politiques prises pour y remédier ont conduit à une « crise des ciseaux ». Ainsi, tandis que les femmes sont plus exposées aux violences basées sur le genre du fait de la pandémie et de ses conséquences sur le plan économique, la capacité des institutions du secteur de la sécurité à lutter efficacement contre les actes de violence basée sur le genre a diminué pendant la crise sanitaire. Nous avons communiqué les résultats de notre étude à des organisations de la société civile marocaine pour les aider dans leur plaidoyer en faveur d’une augmentation des ressources affectées au secteur de la sécurité pour lutter contre les violences basées sur le genre.

**Avec le soutien financier du Fonds d’affectation du DCAF pour l’aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord (TFNA)**



# Secteur privé et sécurité

En 2020, les problèmes en matière de sécurité et de respect des droits de l'homme liés à des entreprises intervenant dans des environnements complexes se sont multipliés dans de nombreuses régions du monde. Tout au long de l'année, dans le cadre de son action sur le secteur privé et la sécurité, le DCAF s'est employé à favoriser le dialogue et à instaurer la confiance, témoignant ainsi de notre engagement à établir des passerelles entre les entreprises, les gouvernements et les collectivités comme moyen le plus efficace d'améliorer la sécurité, le développement durable et le respect des droits de l'homme.

## Vue d'ensemble

Les approches traditionnelles en matière de gouvernance et de réforme du secteur de la sécurité ont souvent du mal à assimiler les effets des pratiques du secteur privé sur la sécurité des États et des citoyens, notamment dans des pays fragiles à faible gouvernance. Nous aidons la communauté internationale à élaborer des normes, des règles et des bonnes pratiques sur le secteur privé et la sécurité adaptées, et soutenons les acteurs compétents au niveau national dans leur application. Face à un secteur en plein essor ces vingt dernières années, nous nous sommes imposés comme une organisation mondiale de premier plan résolue à promouvoir la bonne gouvernance du secteur de la sécurité privée.



Mine de Kamituga, en République démocratique du Congo, - vue de la zone nord, où l'extraction du minerai est mécanisée. Photo : Ines Della Valle

## LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE

### Défense des droits de l'homme



#### RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Nous avons encouragé le dialogue et suivi de près les problèmes de sécurité et de violation des droits de l'homme sur certains sites d'exploitation minière par l'intermédiaire de groupes de travail multipartites dans les provinces du Haut Katanga, du Lualaba et du Sud-Kivu. Nous avons également appuyé la demande d'adhésion du gouvernement congolais aux Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme, un ensemble de normes reconnues à l'échelle mondiale destinées aux prestataires de services de sécurité privée. En octobre 2000, le ministre en charge des Droits de l'homme et le ministre des Mines de la République démocratique du Congo (RDC) se sont rendus au siège du DCAF où ils ont réaffirmé leur volonté de s'associer au Centre pour faire progresser leur action en faveur du respect des Principes volontaires. La RDC deviendra le deuxième pays d'Afrique à rejoindre l'initiative, ouvrant la voie à la lutte contre les problèmes de sécurité et de violation des droits de l'homme dans le secteur privé sur le continent africain.

**Avec le soutien financier des Pays-Bas, de la Suisse et du Royaume-Uni**

### Renforcement de la responsabilisation



#### GUINÉE, KENYA, NIGERIA

Le DCAF a aidé l'Observatoire africain de la gouvernance de la sécurité privée à renforcer la capacité de la société civile à assurer un contrôle efficace du secteur. En Guinée, où les sociétés de sécurité privée ont gagné de terrain sous l'effet de la pandémie de COVID-19, nous avons travaillé en collaboration avec le Centre du commerce International pour le développement afin de traiter de questions relatives aux droits de l'homme et de réviser un projet de décret national sur la sécurité de sorte qu'il tienne compte des bonnes pratiques internationales. Nous avons également organisé des ateliers au Kenya et au Nigeria pour aider la société civile et les médias à trouver par quels moyens ils pourraient jouer un rôle dans le contrôle du secteur de la sécurité privée. Parallèlement, dans le cadre de nos activités sur la réforme des réglementations, la sensibilisation et le renforcement des capacités, nous avons examiné les effets différents des pratiques du secteur de la sécurité sur les hommes, les femmes, les garçons et les filles. Nous avons également fait appel à des acteurs de la société civile spécialisés dans l'intégration de la perspective du genre et/ou la prévention des violences basées sur le genre pour représenter l'expérience et le point de vue de groupes marginalisés.

**Avec le soutien financier de l'Allemagne et des fondations Open Society**



Séance interactive sur la réglementation de la sécurité privée : étude des besoins et du rôle des processus multipartites lors du Forum sur la gouvernance de la sécurité privée organisé à Kano, Nigeria. Photo : AFRILAW

### Renforcement des réglementations



#### NIGERIA

Au Nigeria, le secteur de la sécurité privée a connu un essor considérable ces dernières années, assumant des fonctions autrefois dévolues à la police ou à l'armée. Or, cette croissance ne s'est pas accompagnée d'un contrôle et d'une réglementation efficaces. Dans le cadre d'un projet à long terme visant à améliorer la gouvernance de la sécurité privée au Nigeria, le DCAF a donc organisé des séances d'information dans six États du pays. Ces manifestations ont réuni plus de 250 représentants de la société civile, du gouvernement et d'entreprises et créé un environnement propice à une réflexion commune sur la façon de mettre en place un système de contrôle et de responsabilisation efficace du secteur. Sur la base de ces activités, le DCAF a travaillé en collaboration avec son partenaire, l'African Law Foundation, pour aider le gouvernement nigérian à renforcer le cadre juridique national régissant le secteur de la sécurité privée.

**Avec le soutien financier de l'Allemagne**

### Promotion du Code de conduite international



#### LIEUX DIVERS

Le Code de conduite international des entreprises de sécurité privées vise à garantir le respect des droits de l'homme et du droit humanitaire international dans des régions où l'État de droit a été battu en brèche. Nous avons soutenu l'intégration des dispositions du Code dans les processus de réforme des législations et des politiques du Costa Rica, de la Guinée, de Madagascar, du Niger, du Pérou et de la République démocratique du Congo. Nous avons également attiré l'attention sur la réglementation de la sécurité privée en tant que question d'ordre politique au Nigeria en organisant la toute première séance d'information conjointe entre le Forum du document de Montreux et l'Association du Code de conduite international. Avec cette dernière, nous avons élaboré un outil pratique pour aider à la mise en œuvre du Code qui peut être facilement adapté en fonction du contexte. Cet outil a d'ores et déjà été testé dans une dizaine de provinces de la République démocratique du Congo et devrait être diffusé dans l'ensemble du pays en 2021.

**Avec le soutien financier de la Suisse et du Royaume-Uni**

## Renforcement du contrôle par les institutions nationales de défense des droits de l'homme



### AMÉRIQUE LATINE

Nous avons œuvré au renforcement des capacités de contrôle du secteur de la sécurité privée des institutions nationales de défense des droits de l'homme. En partenariat avec la Fédération ibéro-américaine des médiateurs et le Réseau des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans les Amériques, nous avons mis en place un groupe de travail thématique spécifique afin d'encourager la collaboration et élaboré une formation en ligne sur les normes et les bonnes pratiques en matière de réglementation de la sécurité privée.

Avec le soutien financier de la Suisse

## Prévenir et régler les conflits



### PÉROU

En 2020, de violentes manifestations ont éclaté dans la région minière de Macro Sur. Le DCAF a travaillé en collaboration avec Guaman Poma de Ayala, responsable d'un groupe de travail engagé dans la prévention des conflits sociaux dans le secteur minier péruvien, pour instaurer la confiance entre le gouvernement, les entreprises et les représentants communautaires de la région. Grâce à une série de concertations sur les droits de l'homme et la sécurité, conjuguées à l'élaboration d'un module de formation sur les droits de l'homme adapté pour être proposé en ligne, nous avons contribué à désamorcer les tensions et à créer un point de départ à des échanges constructifs à l'avenir.

Avec le soutien financier de la Norvège, de la Suisse et du Royaume-Uni

“ Le Guide législatif du DCAF nous a été très utile dans nos activités. ”

Directeur général, ministère de l'Intérieur, Madagascar

## Activités de conseil sur le rôle des sociétés militaires et de sécurité privées



### MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, le recours aux sociétés militaires et de sécurité privées est en pleine augmentation. Cependant, faute d'informations en la matière, les cadres juridique et politique n'ont pas été adaptés en conséquence. Pour y remédier, nous avons entrepris dans un premier temps de clarifier les normes, règles et bonnes pratiques internationales applicables pour les États en organisant une conférence régionale de sensibilisation, en partenariat avec le CICR. Nous avons également mis en place un webinaire auquel ont participé plusieurs éminents spécialistes afin de faire la lumière sur les défis de gouvernance liés aux sociétés militaires et de sécurité privées déployées dans le secteur pétrolier libyen.

Avec le soutien financier de la Suisse

“ Suite à cette formation, nous avons modifié nos méthodes de travail et changé d'attitude face à la maladie. ”

Youssef BAH, Inspecteur, BETA SECURITE

# À la rencontre du Lieutenant-Colonel Lurangeli Franco Rodríguez

Passer du statut d'« ennemi » à celui de « policier de la paix »

Le Lieutenant-Colonel Lurangeli Franco Rodríguez est une policière pleine d'énergie qui vit en Colombie, un pays qui souffre encore des conséquences d'un conflit armé qui a duré plus de 50 ans. Depuis la signature de l'accord de paix en 2016, elle joue un rôle stratégique au sein de l'UNIPPEP, l'Unité de police pour la consolidation de la paix, et appuie la mise en œuvre de cet accord historique.

Elle dirige la mise en place d'un modèle de consolidation de la paix qui s'appuie sur une approche innovante de la GSS/RSS et s'emploie à tisser des liens plus étroits entre la police et des communautés marginalisées. Ce modèle est la pierre angulaire de l'instauration d'une police de proximité soucieuse des questions liées au genre et à la diversité et proche de populations historiquement marginalisées comme les femmes autochtones ou d'ascendance africaine. Le Lieutenant-Colonel Franco Rodríguez et ses collègues ont passé beaucoup de temps à écouter et à dialoguer avec ces communautés, jusqu'au moment où ils n'ont plus été perçus comme des « ennemis » mais comme des « policiers de la paix », comme les appellent les habitants.

“ Je suis fière d'avoir pu contribuer à ces changements dans mon pays. Ils transcenderont l'histoire et sous-tendront un véritable changement institutionnel. ”

Lieutenant-Colonel Lurangeli Franco Rodríguez

## Améliorer l'accès des femmes à la sécurité en milieu rural

Instaurer ce climat de confiance était indispensable pour établir un dialogue sur les besoins de sécurité des femmes en milieu rural. Le Lieutenant-Colonel Franco Rodríguez a appuyé la mise en œuvre d'un projet du DCAF mené en collaboration avec son partenaire local. Ce projet était axé sur l'organisation de consultations, de tables rondes et d'ateliers de renforcement des capacités en présence de femmes et de policiers. Grâce à la participation de personnes de tous âges et de toutes origines ethniques venues d'une dizaine de zones rurales touchées par le conflit armé, ces échanges ont contribué à l'élaboration de stratégies soucieuses de n'exclure aucune partie prenante, de manière à mieux répondre à



leurs besoins en matière de sécurité. Peu à peu, la police parvient à atteindre des territoires auxquels elle n'avait pratiquement aucun accès pendant les années de conflit.

## Contribuer à des services de police respectueux de l'égalité des genres

En tant que femme, le Lieutenant-Colonel Franco Rodríguez a eu du mal à s'imposer au sein de la police en raison de stéréotypes patriarcaux. « J'ai surmonté ces obstacles, et ma mission consiste à montrer l'exemple et à donner aux femmes la place qui leur revient », déclare-t-elle. Aujourd'hui, elle met son expérience au service des efforts d'intégration de la perspective de genre dans les politiques et programmes des forces de police. Avec le soutien du DCAF, elle a aidé la police nationale de son pays à réaliser une autoévaluation sur le genre proposée par le DCAF. Son engagement a joué un rôle déterminant dans la réussite du projet puisqu'elle a réussi à convaincre sa hiérarchie de l'importance de l'intégration de la perspective de genre par l'institution.

Suite aux recommandations du DCAF, elle a constitué un Groupe de travail sur le genre au sein de l'institution de manière à veiller à la bonne réalisation de l'autoévaluation et à l'adhésion de l'ensemble de l'institution au processus.

Les résultats de l'évaluation ont débouché sur la création d'un plan d'action détaillé sur l'intégration de la perspective du genre par l'ensemble des forces de police.

## Faciliter la coopération sud-sud

Forts de cette réussite, le Lieutenant-Colonel Franco Rodríguez et l'UNIPPEP s'emploient désormais à partager des bonnes pratiques avec d'autres pays d'Amérique latine confrontés à des problèmes de sécurité similaires. À titre d'exemple, ils ont organisé plusieurs ateliers de renforcement des capacités sur l'intégration de la perspective de genre à l'intention de la Police nationale péruvienne. Cette collaboration sera la première d'une longue série, ce qui facilitera la coopération sud-sud.

## Les champions du DCAF

À l'occasion des célébrations du 20e anniversaire du DCAF, nous avons décidé de mettre en lumière quelques-uns de nos nombreux partenaires pour leur contribution remarquable à la réforme et à la bonne gouvernance du secteur de la sécurité dans leurs pays respectifs.

A photograph of a modern, curved glass building with a train in the background. The building has multiple stories and a curved facade. The train is on tracks to the left. The sky is blue with some clouds. The text "Ressources et gouvernance" is overlaid in white on a dark blue background.

# Ressources et gouvernance



# Finance

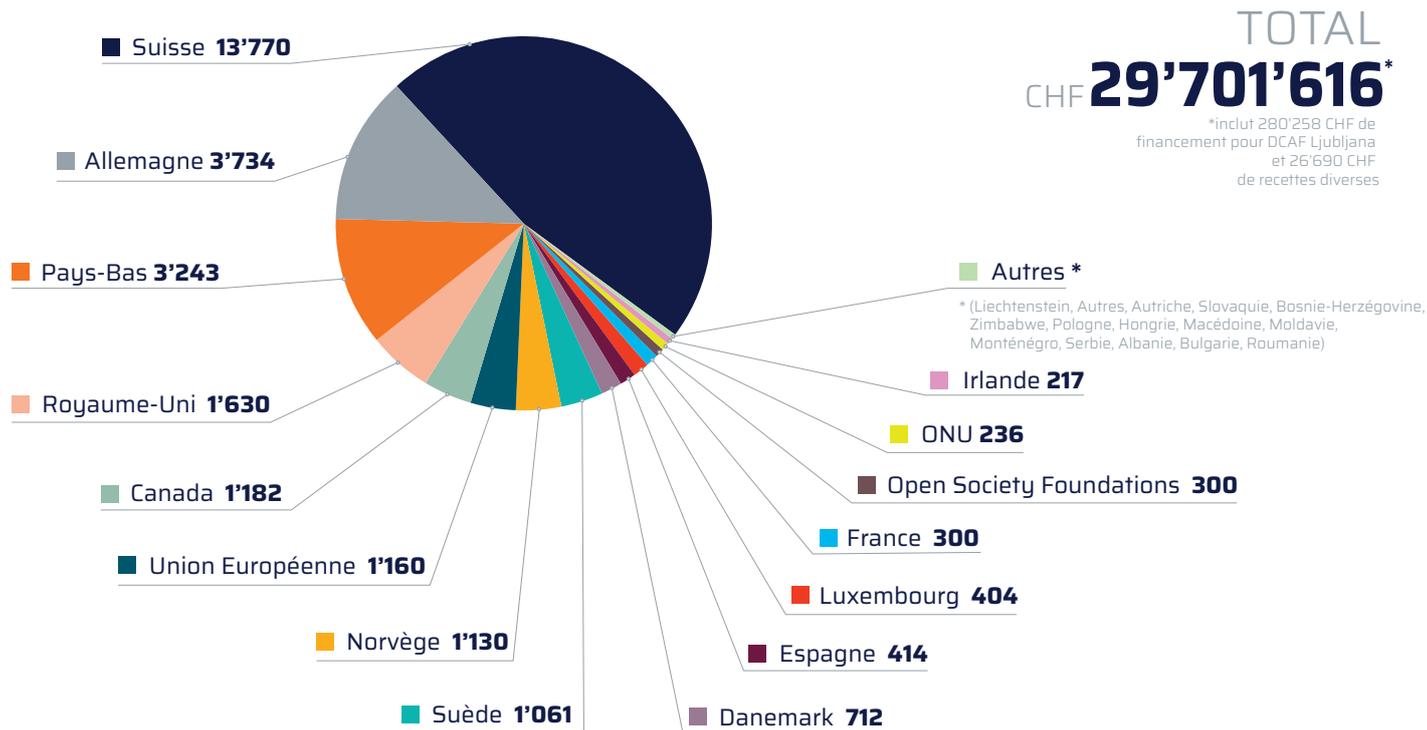
Compte tenu de l'impact négatif de la pandémie de COVID-19 sur la capacité du DCAF à voyager et à poursuivre des activités sur le terrain en 2020, le chiffre d'affaires de l'organisation a diminué de 7% par rapport à 2019, passant de CHF 32,1 millions à CHF 29,7 millions.

L'une des priorités financières du DCAF continue d'être de diversifier notre base de financement et de réduire notre dépendance à l'égard de la contribution de base suisse.

Des informations financières complètes, y compris le bilan, le compte de résultat, le tableau de flux de trésorerie et le tableau de variation du capital, peuvent être consultés dans les états financiers audités du DCAF, disponibles sur le site web du DCAF [www.dcaf.ch](http://www.dcaf.ch).

	2020	2019
Revenu total	29'701'616	32'053'008
Total des dépenses d'exploitation	-29'004'054	-31'283'495
Solde des activités d'exploitation	697'562	769'512
Résultat financier net	-66'974	-369'123
Résultat hors exploitation	-10'362	-104'287
Résultat annuel avant variation des fonds	620'226	296'102
Variation des fonds dédiés	-525'166	-285'000
Résultat de l'exercice	95'060	11'102

## LES REVENUS PROVENANT DES CONTRIBUTIONS

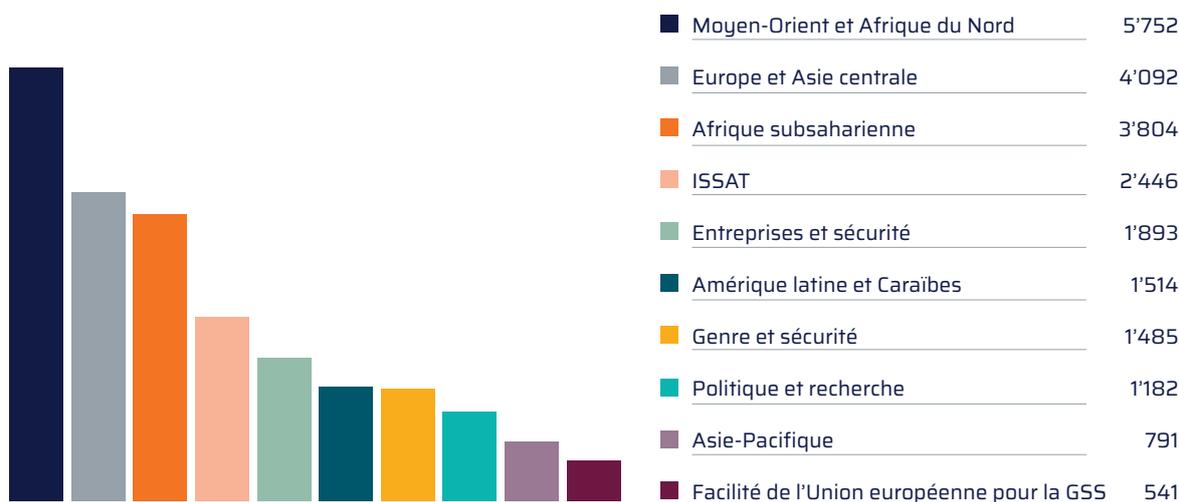


## LES FRAIS DE FONCTIONNEMENT



## FRAIS PAR SECTEUR

En millions de CHF



# Contrôle interne et gestion des risques

Le DCAF accorde la plus grande importance à la gestion des risques dans tous les domaines : stratégie, sûreté et sécurité, juridique et conformité légale, ressources humaines, fraude et corruption, gestion de l'information, finances et collecte de fonds. Le DCAF vise en permanence à améliorer son système de contrôle interne financier en élaborant des politiques et des procédures appropriées.

En tant que commissaire aux comptes, PwC a vérifié les états financiers du DCAF - Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité - Genève -, constitués du bilan, du compte de résultat, du tableau de flux de trésorerie, du tableau de variation du capital et des notes, pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. PwC confirme que les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 reflètent fidèlement la situation financière, les résultats et les flux de trésorerie conformément aux Swiss GAAP RPC et sont conformes à la loi suisse ainsi qu'à l'acte de fondation et au règlement interne de la Fondation. Conformément à l'art. 83b al. 3 CC en relation avec l'art. 728a al. 1 chif. 3 CO et la Norme d'audit suisse 890, PwC confirme qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil de fondation. Leurs conclusions sont les suivantes :

Exécution et résultats de l'audit	Nous avons l'intention de soumettre nos rapports sur les états financiers sans aucune réserve ni remarque. Nous recommandons que le rapport financier annuel soit soumis à la validation du conseil de fondation.	✓
	Nous avons discuté de tous les problèmes et constats importants résultant de nos audits des états financiers annuels avec la direction.	✓
	Sur la base des procédures que nous avons effectuées, nous concluons que l'organisation a pris des mesures pour se conformer aux dispositions de l'art. 113 par. 1a - e FMIO concernant la négociation de produits dérivés. Nous n'avons identifié aucun cas de non-conformité qui nécessiterait une communication au DCAF ou au Département fédéral suisse des finances.	✓
Recommandations pour le système de contrôle interne (SCI)	Le SCI a été pris en compte dans notre planification de l'audit final. De plus, nous confirmons dans notre rapport d'audit l'existence du SCI sur la base des résultats de notre audit.	✓
Erreurs identifiées	Aucune inexactitude susceptible d'avoir une incidence significative sur le processus de clôture ou les états financiers annuels n'a été identifiée lors de l'audit.	✓
Fraude et suspicion de fraude	Nous n'avons découvert aucune fraude suspectée ou réelle pendant l'audit.	✓
Qualité de l'application du droit suisse et des Swiss GAAP RPC	Au cours de notre audit final, nous n'avons relevé aucun problème concernant la qualité de la comptabilité et de la présentation des états financiers selon les Swiss GAAP RPC.	✓

# Nos collaborateurs



Cette année, nous avons fait spécialement attention au maintien d'une vie professionnelle saine et équilibrée tout en travaillant depuis la maison. Photo : Bernarine Ilagan

## Nous améliorons et développons notre environnement de travail

### En renforçant nos valeurs

Tous nos employés s'engagent à respecter les valeurs du DCAF, non seulement dans la façon dont nous menons des projets, mais dans la manière dont nous traitons nos collègues, partenaires et autres parties prenantes. En 2020, nous avons lancé une campagne pour que tous les employés comprennent nos valeurs et les comportements attendus, et s'efforcent de les mettre en œuvre dans leur travail quotidien.

### En améliorant l'engagement au sein de l'organisation

Nous mesurons régulièrement le degré d'engagement de nos collaborateurs au sein de l'organisation afin de prendre des mesures et des actions concrètes pour améliorer notre environnement de travail.

### En renforçant les connaissances sur la protection de l'intégrité personnelle au travail

Toutes nos équipes ont assisté à des sessions sur la Politique en matière de protection de l'intégrité personnelle et la façon de l'appliquer dans notre travail. Toutes les sessions ont été introduites par notre directeur pour souligner l'importance de l'intégrité personnelle au sein du DCAF.

### En renforçant la communication en interne

Nous avons veillé à ce que nos collaborateurs aient accès aux toutes dernières informations concernant nos activités, nos politiques et nos objectifs par le biais de bulletins internes bimensuels et de réunions régulières.

### En développant les connaissances et les compétences

Nous avons mis en place un programme d'accueil pour les nouveaux employés et proposé de nouvelles formations à nos cadres pour continuellement renforcer la gestion d'équipe et encourager le partage de connaissances.

## Nous faisons de la sécurité et du bien-être une priorité

### En s'adaptant aux nouveaux besoins créés par la COVID-19

Afin de suivre l'évolution de la pandémie et de prendre les mesures nécessaires pour préserver la santé et la sécurité de nos collaborateurs, nous avons créé une équipe de travail COVID et une hotline dédiée fonctionnant sept jours sur sept pour soutenir nos employés de Genève et de nos 13 bureaux de terrain.

### En créant un service Sécurité

En 2020, nous avons créé une cellule de sécurité et embauché un Responsable de la sécurité pour mieux conseiller nos employés et élaborer des politiques de sécurité et des pratiques relevant les défis de nos équipes travaillant dans le monde entier, souvent dans des environnements fragiles sortant de conflit.

### En proposant des ateliers et des activités axés sur le bien-être

Pour adresser l'importance de la santé mentale et fournir un accompagnement à nos collaborateurs, nous avons organisé des webinaires sur la gestion du stress, ainsi que sur le télétravail, la résilience et la prévention de l'épuisement professionnel.

### En gardant un état d'esprit positif

Le Social Club du DCAF a créé une page intranet et envoyé régulièrement des emails avec des conseils et idées pour rester en bonne santé et conserver sa bonne humeur pendant la pandémie. Certains de nos collaborateurs se sont portés volontaires pour donner des cours de yoga et de méditation en ligne ouverts à tous nos collaborateurs, où qu'ils soient dans le monde.

# Le Conseil de fondation

Le Conseil de fondation est l'organe suprême du DCAF. Au 31 décembre 2020, il comptait des représentants de près de 60 États, plus le Canton de Genève. Depuis juin 2020, il a pour Présidente Kirsi Henriksson (Finlande).

	Afrique du Sud (2001)		Kirghizistan (2011)
	Albanie (2000)		Lettonie (2000)
	Allemagne (2000)		Liban (2007)
	Arménie (2002)		Liechtenstein (2006)
	Autriche (2000)		Lituanie (2000)
	Bélarus (2002)		Luxembourg (2003)
	Belgique (2004)		Macédoine du Nord (2000)
	Bosnie-Herzégovine (2001)		Madagascar (2015)
	Bulgarie (2000)		Mali (2011)
	Burkina Faso (2009)		Malte (2008)
	Burundi (2010)		Moldavie (2002)
	Canada (2003)		Mongolie (2014)
	Canton de Genève (2000)		Monténégro (2006)
	Chypre (2008)		Niger (2018)
	Côte d'Ivoire (2001)		Nigeria (2000)
	Croatie (2001)		Norvège (2002)
	Espagne (2001)		Philippines (2011)
	Estonie (2000)		Pologne (2000)
	Etats-Unis d'Amérique (2000)		Portugal (2003)
	Fédération de Russie (2000)		République tchèque (2000)
	Finlande (2000)		Roumanie (2000)
	France (2000)		Royaume-Uni (2000)
	Géorgie (2001)		Serbie (2001)
	Ghana (2011)		Slovaquie (2000)
	Grèce (2002)		Slovénie (2001)
	Hongrie (2000)		Suède (2001)
	Indonésie (2007)		Suisse (2000)
	Irlande (2000)		Tunisie (2011)
	Italie (2001)		Ukraine (2000)



## Crédits photographiques

Page de couverture - Drapeau du 20e anniversaire du DCAF sur le Pont du Mont-Blanc, Genève. Photo : Irina Popa

Page 8 - Premier lieutenant Kevin Stapleton, domaine public, via Wikimedia Commons

Page 11 - Photo : DCAF - Enric Gonyalons

Page 32 - Photo : Eric and Christine Kajemba

Page 33 - Kairouan, Tunisie. Observateurs de l'Union européenne à Kairouan. Photo : Ezequiel Scagnetti @Union européenne

Page 42 - Photo : Teresita Quintos-Deles

Page 43 - Célébration en 2020 de la Journée internationale des droits des femmes aux Nations Unies. Photo : ONU Femmes/Ryan Brown

Page 57- Siège du DCAF à la Maison de la Paix. Photo : DCAF



**DCAF** Le Centre pour la  
gouvernance du secteur  
de la sécurité, Genève  
**20<sup>ÈME</sup> ANNIVERSAIRE**

DCAF - Le Centre pour la gouvernance  
du secteur de la sécurité, Genève

Maison de la Paix  
Chemin Eugène-Rigot 2E  
CH-1202 Geneva, Switzerland  
Tel: +41 22 730 94 00  
info@dcaf.ch  
**www.dcaf.ch**

 @DCAF\_Geneva